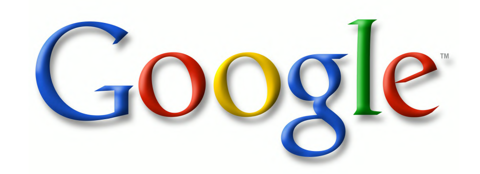
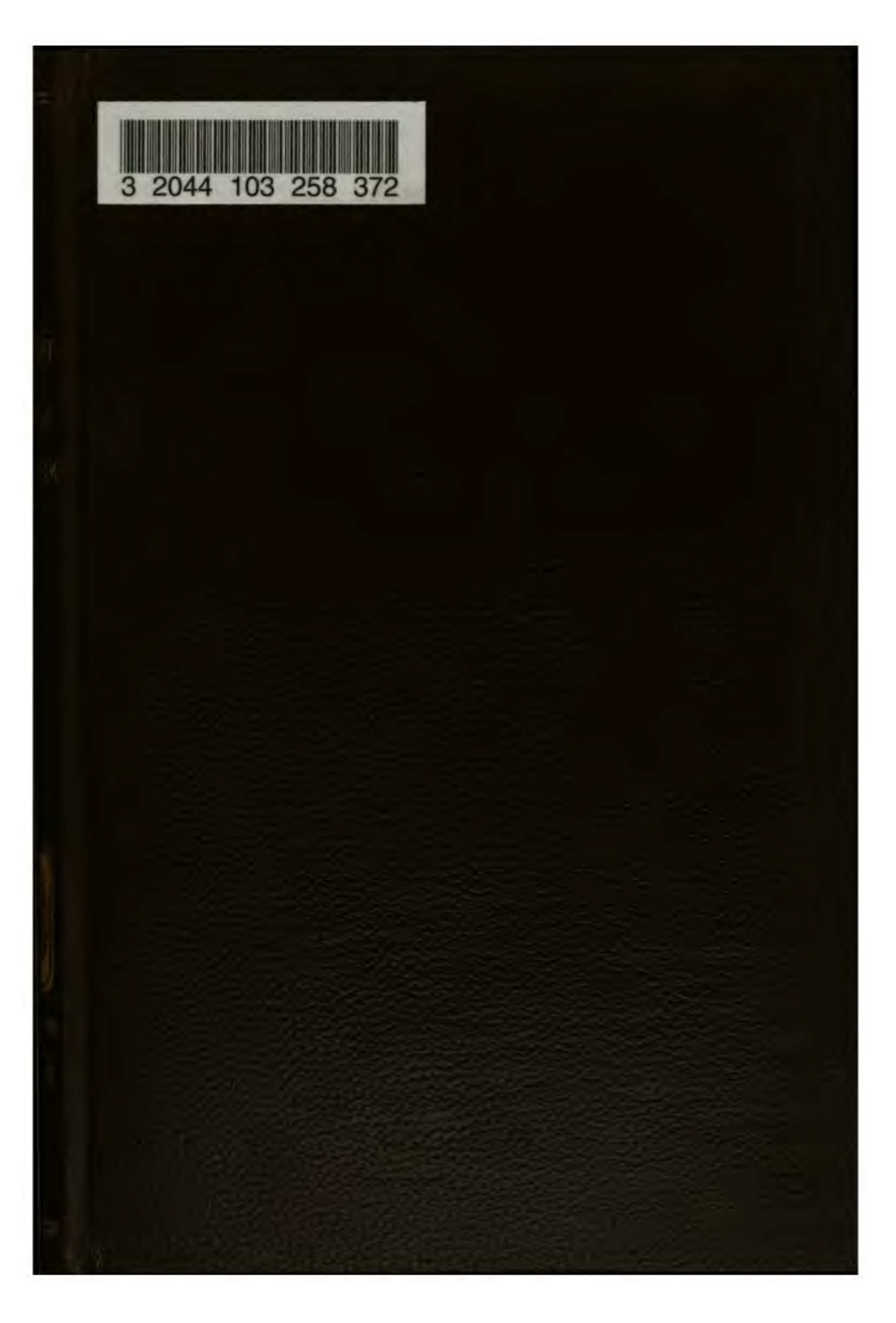



3 2044 103 258 372


182


SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS



La Question de la paix et sa solution

PAR

ED. TALLICHET



PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
108, BOULEVARD ST-GERMAIN, 108
LAUSANNE
BUREAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE
1907

LA QUESTION DE LA PAIX

ET

SA SOLUTION

Lausanne. — Imprimerie Georges Bridel & Cie.

La Question de la paix et sa solution

PAR

ED. TALLICHET



PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108
LAUSANNE
BUREAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE
1907

AVANT-PROPOS

Les pages que nous donnons ici ont été publiées d'abord dans les livraisons du 1er novembre et du 1er décembre 1906 de la *Bibliothèque Universelle*, où elles n'ont pas passé inaperçues. Exceptionnellement, elles sont reproduites sous la forme d'un petit volume, afin de les rendre plus abordables et de les faire pénétrer plus rapidement dans un public que cette Revue n'atteint parfois qu'assez longtemps après sa publication. Il paraît nécessaire en particulier que la presse quotidienne s'en occupe et les discute avant qu'il soit trop tard.

Sous plusieurs rapports, les perspectives de paix paraissent excellentes. Dans les circonstances actuelles, comment penser à une

guerre qui pourrait s'étendre à l'Europe entière, risquant non seulement d'anéantir les capitaux immenses enfouis dans l'outillage économique de la plupart des pays, mais de mettre en danger toutes les institutions qui ont élevé progressivement l'humanité à une hauteur jusqu'ici inconnue ? A quoi il faudrait ajouter les misères sans nom qu'entraîne forcément toute lutte armée, comme on l'a vu récemment en Mandchourie.

C'est cette vision d'un déchaînement des plus mauvaises passions, résultant du choc d'armées immenses, qui a valu à l'Europe depuis plus de trente ans une paix que la plupart des états se sont efforcés de maintenir par des armements tellement ruineux que le moment peut venir où quelqu'un d'entre eux préfèrerait risquer une lutte décisive plutôt que de se sentir descendre lentement dans un enlizement sans remède.

Beaucoup de personnes peu au courant de la politique peuvent penser que de telles

alarmes sont vaines et qu'aucune grande guerre n'est possible actuellement. Mais il suffit de rappeler qu'une rupture a failli se produire il y a moins de deux ans à propos du Maroc, et que le danger, s'il fut alors écarté, n'a jamais disparu.

Un seul moyen peut-être est capable de le prévenir. Les peuples, dans leur immense majorité, veulent la paix : il faut que la question leur soit posée distinctement, qu'elle soit discutée entre eux franchement, qu'une opinion se forme et se manifeste de telle façon qu'aucun gouvernement n'ose passer outre et prendre l'initiative et la responsabilité d'une rupture. Les peuples doivent être souverains en pareille matière, mais ils ne peuvent faire prévaloir leur volonté que si, bien informés, il est impossible de les engager malgré eux.

Par une coïncidence remarquable, l'occasion vient de s'en présenter. Le 13 décembre dernier, le Reichstag allemand a été dissous et la nation appelée à se prononcer en réalité

sur les armements à outrance qui pèsent si lourdement sur elle et sur l'Europe entière. Aucune opinion générale n'ayant pu se former, l'Allemagne risque de ne pouvoir sortir de la division des partis qui rend le parlement impuissant, à moins qu'il ne lui soit présenté un programme capable de rallier une majorité populaire. Ce programme ne pourrait-il pas porter sur la participation complète de la nation à son propre gouvernement, avec ministère responsable, et celle-ci n'est-elle pas assez avancée politiquement pour se réserver la décision suprême dans les questions de paix ou de guerre ? Si les élections prochaines le lui assurent, elle aura fait la plus grande des conquêtes auxquelles elle puisse prétendre aujourd'hui.

Les expériences de la dernière guerre ne devraient pas être perdues. La Russie s'est laissé entraîner dans l'abîme sans le voir, mais contre la volonté du peuple. Or, le 20 décembre 1903, notre article,

Commencement de siècle, l'annonçait distinctement. Grâce à des amis, il fut mis sous les yeux d'un certain nombre d'hommes en mesure peut-être de prévenir les hostilités. Mais personne n'y crut. La guerre éclatant, on pensait que les immenses armées moscovites ne feraient qu'une bouchée des petits Japonais. Le 8 février suivant, le coup de foudre de Port-Arthur éclatait.

Aujourd'hui, l'Europe se trouve en présence de perspectives autrement graves. C'est pour cela même que nos articles ont été écrits, et que nous les reproduisons dans les pages qui suivent, cherchant à les répandre autant que nous le pouvons et demandant leur concours dans ce sens à tous ceux de nos lecteurs qui auront saisi l'importance du moment actuel pour l'avenir prochain de l'Europe et du monde.

ED. TALLICHET.

LAUSANNE, 10 janvier 1907.

LA QUESTION DE LA PAIX

ET SA SOLUTION

PREMIÈRE PARTIE

I

Quoique le commencement de l'humanité ait été marqué par le meurtre, c'est-à-dire par la guerre, point n'est besoin, pour notre propos, de remonter à la création du monde, ni même au déluge.

Toute l'époque actuelle est dominée par la Révolution française de 1789. Lorsqu'elle s'est accomplie, et longtemps après, — on en trouve encore des traces, — elle a été pour beaucoup d'esprits vouée à l'exécration, parce que les changements qu'elle a provoqués sont demeurés dans leurs souvenirs comme des événements terribles, plus terribles même après coup qu'ils ne le furent tout d'abord. Il n'aurait pu en être autrement. Aucune grande transformation, aucune nouvelle naissance ne peut s'accomplir sans les dou-

leurs de l'enfantement. Mais, nous est-il dit, après la délivrance la joie est grande.

Ainsi en est-il dans le monde moral et particulièrement dans la politique, avec cette différence que l'enfantement doit, par la force des choses, se prolonger, et peut, selon l'importance des résultats à atteindre, durer jusqu'à des siècles. La France a mis plus de cent années à trouver quelques-uns des meilleurs fruits de sa transformation ; elle travaille aujourd'hui à les mûrir.

Comme premier résultat, elle a eu à déblayer le passé, jeté à terre violemment, et à porter en Europe, par ses guerres, un coup mortel à la féodalité, à l'absolutisme, au despotisme. On ne le pensait pas au moment même. La chute de Napoléon Ier, l'épée de la révolution, fut le signal d'une recrudescence de la tyrannie, qui avait appris à s'organiser, à créer de saintes alliances, et se présenta aux peuples plus forte en apparence qu'elle ne l'avait jamais été. On ne respirait plus; les âmes étaient oppressées et paralysées. Pourtant, dans ce silence qui ressemblait à la mort, un grand travail s'accomplissait partout. De loin en loin, il se manifestait avec éclat: en 1830, puis en 1848, et la France retomba sous la coupe bonapartiste. Napoléon III, par son nom, par sa politique,

porta le trouble chez ses voisins. Il libéra l'Italie et en fit une puissance, en même temps qu'il poussait l'Allemagne à désirer de s'unir, pour être en mesure de lui résister. Quand Bismarck, saisissant le moment psychologique, se fit le champion de l'empire, il devint l'homme de son pays et le mena au but en dépit des haines profondes et des résistances que sa personnalité et ses moyens d'action avaient suscitées. Chef d'un soulèvement national, celui-ci devait le rendre irrésistible.

Lorsqu'il eut battu la France, qu'il lui eut arraché deux provinces et cinq milliards, tout sembla perdu pour les vaincus et pour la liberté, bien que ceux-ci ne la représentassent plus. Mais on peut déjà voir qu'il a, sans le vouloir assurément, rendu le plus grand des services à l'une et aux autres. La catastrophe de 1870 a tiré la France de l'effondrement moral où l'avait plongée le second empire. Bismarck croyait qu'elle ne se relèverait pas du coup qu'il lui avait porté. Il le pensait d'autant moins qu'il se figurait que la république l'achèverait, sans se douter que lui-même y avait pourvu. La république a vécu, elle s'est affermie peu à peu et développée, parce qu'elle s'est sentie menacée par son redoutable voisin, qui l'a contrainte à se discipliner elle-même. Sans lui, elle serait peut-

être tombée dans l'anarchie, tandis qu'elle a pu surmonter les dangers intérieurs qui la menaçaient, et en venir enfin à reprendre la tâche qui semble lui être assignée dans la libération de l'humanité.

La menace extérieure a eu d'ailleurs un autre effet, dont les conséquences, déjà immenses, sont loin d'être épuisées. Pour se soustraire au poids qui l'accablait et essayer de retrouver son rang dans le monde, la France tout entière s'est jetée dans les bras de la Russie, d'un mouvement instinctif, semblable à celui qui avait groupé les Allemands autour de Bismarck, mais bien plus unanime. Alliance extraordinaire que celle d'une république avec un autocrate. Coûteuse aussi. Mais elle mit un terme à la menace suspendue sur le pays, auquel elle rendit son assurance, en lui permettant de travailler à l'amélioration de ses institutions. Les républicains y furent du reste presque contraints par l'affaire Dreyfus, une des histoires les plus étranges qu'on puisse imaginer, née en partie de la sécurité nouvelle due à l'alliance russe, et qui aurait peut-être avorté dès le début si les craintes d'antan avaient subsisté.

Ce n'est pas tout. On ignorait alors en France qu'il y eût un accord secret entre Pétersbourg et Berlin, analogue à celui qui existait entre eux relativement à

l'Autriche, qui ne s'en doutait pas davantage. Mais le gouvernement allemand se trouvait pris par des liens bien plus solides encore. Une partie notable des milliards prêtés aux Russes par la France sont allés à l'industrie allemande, pour fourniture d'engins de guerre et de matériel de chemins de fer, et l'empereur Guillaume n'aurait eu garde de tuer cette poule aux œufs d'or qui a contribué pour une bonne part à la prospérité de ses manufactures.

Pendant ce temps, la Russie vivait largement, elle aussi. La bureaucratie ne manquait pas d'en profiter, selon sa coutume. Elle partageait, en particulier, les bénéfices des entrepreneurs de travaux publics, qui n'étaient pas minces, ce qui la rendait de plus en plus corrompue et suscitait partout les mécontentements précurseurs d'une catastrophe. Elle se croyait si forte que rien ne l'arrêtait plus. On le vit bientôt au Thibet, mieux encore en Chine et au Japon. De grandes fortunes se firent en Mandchourie, principalement à Port-Arthur et à Dalny. L'un des favoris du tsar, M. Besobrasof, obtint même en Corée, avec le concours de l'amiral Alexeïef, la concession de vastes forêts à exploiter par une compagnie dont Nicolas II était un gros actionnaire. Le Japon ayant réclamé l'exécution des traités, la diplomatie russe se moqua

de lui, jusqu'au jour où éclata le coup de tonnerre de Port-Arthur.

Voilà comment la France a été, sans le vouloir, un des principaux agents de la guerre qui a bouleversé la Russie, et qui sera la ruine de l'autocratie en même temps que le levain le plus puissant de la rénovation du plus vaste empire du monde. L'enchaînement a été parfait, comme on le verra mieux encore plus tard, et quoi qu'il arrive, l'une des forteresses du régime militaire qui pèse sur l'Europe aura été ébranlée.

II

Il y en avait une seconde, l'Allemagne, qui reste seule intacte. Son rôle, dans la ruine du tsarisme, n'a pas été moins grand et peut-être pas moins involontaire que celui de la France. Guillaume II a soutenu et excité Nicolas II dans sa politique d'extrême Orient, parce qu'il y voyait de nombreux avantages. Il le poussait aux entreprises lointaines, qui l'éloignaient de l'Europe, et il comptait bien y trouver son compte. Lorsque le Japon, inquiet des progrès de la Russie en Mandchourie, déclara la guerre à la Chine et la força à demander la paix, le gouvernement allemand obtint facilement de la Russie, et par elle de la France, une

intervention commune, non pas pour sauver la Chine des conséquences de sa défaite, mais afin d'empêcher le Japon de recueillir les fruits de sa victoire. On voulut tout au moins partager avec lui, et il dut céder devant la force. La France fut invitée à se servir, et ici encore elle préparait, sans le vouloir, la ruine de son alliée la Russie, qui s'installa en Mandchourie comme pour rendre certaine la revanche du Japon. Quant à l'Allemagne, elle avait pris sa part à Kiao-Tchéou, d'où elle pouvait préparer à loisir l'envahissement de la grande province du Shantung, qui devait lui permettre de s'élargir confortablement.

Cependant, cette conquête s'était faite dans des conditions tellement iniques qu'elle souleva le peuple chinois plus que toutes les autres atteintes à son indépendance. C'était la dernière goutte qui devait faire déborder le vase. Une des nombreuses sociétés secrètes de Chine, celle des Boxers, se prépara à y répondre. Soutenue secrètement par l'impératrice douairière, elle rallia beaucoup de membres nouveaux et devint assez puissante pour envahir Pékin et entourer le quartier où se trouvaient les ambassades étrangères. Celles-ci, comprenant le danger et abandonnées par le gouvernement chinois, unirent leurs forces pour se défendre et parvinrent à tenir en échec

les bandes indisciplinées qui les assiégeaient. Privées de secours extérieurs, elles étaient destinées à périr. Le Japon, sur les lieux, offrit de les délivrer, mais la Russie pas plus que l'Allemagne n'en voulaient, et ce fut une expédition européenne, à laquelle le Japon prit part, qui libéra les légations étrangères et ne permit à la cour céleste, réfugiée à l'intérieur de l'empire, de rentrer à Pékin qu'après l'acceptation d'un traité onéreux.

La politique allemande a donc été prépondérante en cette affaire, et on la retrouve la même durant toute la guerre russo-japonaise, qui en a été la conséquence naturelle, on peut dire inévitable. Elle a poussé le tsar à persévérer, jusqu'au moment où elle-même a été effrayée de son œuvre et où Guillaume II a encouragé M. Roosevelt à intervenir en faveur de la paix. L'affaiblissement de la Russie ne lui laissait aucun regret, car il le délivrait d'un obstacle contre lequel il avait buté plus d'une fois.

L'alliance franco-russe ne lui était en effet pas particulièrement agréable. Elle avait maintenu la paix en Europe, et il en avait tiré un excellent parti, comme on l'a vu, pour le développement de l'industrie allemande ; il avait pu préparer un envahissement de la Turquie par ses relations intimes avec Abdul-Hamid,

par le chemin de fer vers Bagdad, et en se posant comme le grand protecteur de l'islamisme; mais, quoique l'alliance franco-russe ait toujours été instable, elle paralysait tous ses projets d'agrandissement en Europe.

Comme M. Yves Guyot l'a rappelé récemment dans un article publié par le *Nineteenth Century*, les pangermanistes, qui n'ont pas à se gêner pour proclamer leurs ambitions, plus ou moins partagées en haut lieu, n'attendent que la mort de François-Joseph pour faire entrer dans l'empire germanique la majeure partie de l'Autriche :

« La Prusse, dit-il, recevrait la Silésie et la Moravie; la Saxe prendrait la Bohême proprement dite; la Bavière s'annexerait la région de l'Inn, Salzbourg, le Vorarlberg et le Tyrol; la Haute-Autriche, la Basse-Autriche, la Carinthie et la Carniole formeraient un état autrichien d'environ 5 300 000 habitants; le Littoral (*Küstenland*), avec la partie sud de la Dalmatie, Raguse, les bouches du Cattaro, Trieste et Pola, formerait un Reichsland, un pays d'Empire, administré par un gouverneur militaire impérial; le royaume d'Autriche serait lié à la Prusse par une convention militaire, mettant son armée dans une situation analogue à celle du grand-duché de Bade ou du Wurtemberg. La flotte autrichienne se fondrait

dans la flotte allemande. Pola et Cattaro deviendraient des ports de guerre de l'empire. Ce plan est assez adroitement conçu. Il ne dépossède pas Berlin au profit de Vienne. Il laisse cette dernière ville capitale d'un petit royaume. Le plan est complété par l'entrée de la Suisse, de la Hollande et de la Belgique dans l'union douanière, en attendant l'union politique. Quelque ridicules que puissent être les mégalomanes qui ont conçu ces projets, ils ne font qu'exagérer des sentiments qui existent chez d'autres; dédaigner les indices que donne leur psychologie, ce serait montrer une légèreté imprudente. »

Naturellement, cette absorption ne formerait qu'une première bouchée, destinée à en rendre d'autres inévitables, celles de la Galicie, de la Hongrie, de tout le Balkan, jusqu'à Constantinople, et au delà; le gouvernement allemand a déjà tout préparé, par des chemins de fer entre autres, pour un établissement solide en Anatolie, qui est sur le chemin de la Perse et pourrait le mener avec le temps jusqu'au golfe Persique.

M. Yves Guyot ne s'arrête pas à ces perspectives, dont il ne parle pas. Il montre les obstacles considérables et probablement insurmontables que rencontrerait sur les lieux mêmes la tentative d'en réaliser la première partie, et il pense qu'à ce moment Guil-

laume II pourrait fort bien désavouer le pangermanisme, quoiqu'il se soit développé sous son œil paternel. « Mais, dit-il, quand il aura ébloui le monde de sa générosité, quand il aura dissipé les inquiétudes habilement préparées et amassées, quand il aura provoqué de toutes parts un mouvement de soulagement, il peut se retourner et dire aux autres nations : « — Maintenant que vous êtes rassurés, vous ne » pouvez avoir d'objection à ce que la Hollande (et » peut-être la Belgique) entrent dans le Zollverein » allemand en attendant une annexion plus intime. »

Cette acquisition tient au cœur des Allemands plus encore peut-être que l'absorption de l'empire d'Autriche, en ce qu'elle leur donnerait des côtes maritimes étendues, qui leur manquent, d'excellents ports, une marine respectable, et de magnifiques colonies dans l'extrême Orient. Guillaume II n'a-t-il pas dit que l'avenir de son empire est sur les mers ? Mais le maintien de l'indépendance des Pays-Bas est un des plus forts liens qui unissent la France à l'Angleterre, et on l'a si bien compris à Berlin que tous les efforts récents de la diplomatie impériale ont tendu à les séparer, ou au pis aller à entrer en tiers dans l'entente cordiale.

Or, la guerre russo-japonaise pouvait modifier en

faveur de l'empereur toute la politique du monde. Si le tsar l'emportait, comme il le crut longtemps, il comptait en tirer bon parti en Chine, tout en obtenant une grande influence à Pétersbourg, et pour ses industries de belles commandes de fournitures à l'armée et à la marine, et il entrevoyait la possibilité de détacher Nicolas II de la France, en se substituant à celle-ci. Que la Russie, au contraire, fût vaincue, contre toute attente, elle en serait tellement affaiblie qu'elle deviendrait pour l'Allemagne un satellite et non plus un obstacle.

Malheureusement pour lui, Guillaume II n'a pu faire entrer dans ses calculs les mouvements populaires, — que nous avions prévus lorsque nous annoncions, près de deux mois d'avance, que la guerre allait éclater et qu'elle serait le commencement de la révolution en Russie, — non plus que les conséquences de celle-ci pour l'Europe. Et cependant c'est là qu'a été l'importance capitale de la guerre. Quoi qu'il arrive maintenant, notre vieux continent est entré dans une phase qui ne peut se terminer que par une modification profonde dans sa constitution. La liberté est en marche en Russie et dans l'Europe entière. Elle pourra s'arrêter en apparence, reculer même, mais l'impulsion est trop forte, trop générale, pour

qu'il soit possible de l'empêcher d'aller jusqu'au bout.

Après la bataille de Tsuchima, Guillaume II l'a au moins entrevu; il a compris en partie à quel point il s'était trompé et il a fait un effort violent pour sortir des difficultés où il s'était mis. De là le voyage à Tanger et la querelle faite à la France. Il pensait sans doute l'occasion favorable. La Russie était devenue incapable de se porter au secours de son alliée, — quoique pas autant peut-être qu'on se le figurait à Berlin, — il fallait se hâter. On paraissait avoir oublié que peu avant les hostilités en Mandchourie et dans un moment où Guillaume II, menacé de la maladie qui a emporté son père, était réduit personnellement à l'impuissance, la France et l'Angleterre avaient conclu ensemble un arrangement de leurs difficultés et une entente cordiale. Devant la menace allemande, le gouvernement anglais déclara hautement qu'il ne séparait pas sa cause de celle de ses amis et qu'il les appuierait en tout et partout. Il l'a bien montré.

Tout ce que l'empereur y gagna fut de forcer la démission de M. Delcassé, qu'il accusait de l'avoir isolé en Europe. Bien à tort, car ce ministre, quelque distingué qu'il soit, aurait été incapable d'arriver à un pareil résultat si la politique de l'empereur n'avait suscité partout de profondes défiances. Néanmoins,

comme le corbeau de La Fontaine, l'empereur « ne se sentit pas de joie » et éleva incontinent M. de Bülow à la dignité de prince, pour le remercier du triomphe qu'il lui avait valu. Tout le bénéfice de sa grande campagne s'est borné à ce haut fait, payé bien chèrement par l'isolement plus accentué qui l'a suivi, et par le blâme presque universel de l'Europe, frappée d'une pareille immixtion dans le gouvernement intérieur d'un pays voisin. Les autres états se sont sentis menacés, non sans raison.

Du reste, personne en Europe ne s'y est trompé. L'empereur a chicané la France; il l'a empêchée d'entreprendre au Maroc une œuvre utile, à l'avantage de ce pays et de tous les autres, y compris l'Allemagne, mais il n'a pas réussi ensuite à la gagner, comme il en avait montré le dessein, ni à la séparer de l'Angleterre, et il lui a rendu involontairement le service inestimable de lui rappeler qu'elle devait se tenir prête à se défendre. Car la France était devenue si pacifique que de se relâcher dans ses préparatifs militaires, et qu'elle a été obligée de dépenser hâtivement 200 millions de francs pour combler les lacunes de ses armements. C'est parce qu'elle avait constaté son insuffisance que M. Delcassé dut être sacrifié.

Maintenant, le gouvernement français peut sans crainte poursuivre les réformes intérieures devenues nécessaires, et ici encore l'empereur, en voulant lui créer des difficultés, lui a rendu le plus précieux des services. Depuis assez longtemps, il a cherché à se mettre au mieux avec le pape, comme avec le sultan. Des nécessités intérieures l'y conviaient. Il pouvait espérer de gagner par ce moyen, outre le centre catholique du Reichstag, très discipliné et sans lequel on ne peut rien faire, les Alsaciens-Lorrains, en bonne partie romains, comme aussi les Polonais de la Posnanie, puis les Autrichiens allemands, et même dans une certaine mesure les Slaves de l'empire. Comme nous l'avons rappelé ailleurs, aussi longtemps que Léon XIII vécut, ses avances avaient eu très peu de succès. Tout semblait indiquer que le conclave réuni pour désigner un nouveau pape nommerait le cardinal Rampolla, qui continuerait la politique dont il avait été le soutien et l'inspirateur comme premier ministre de Léon XIII. Alors, par le canal de l'Autriche, l'empereur intervint et amena la nomination de Pie X, qui s'est montré reconnaissant, comme on a pu en juger tout récemment par la nomination d'un Allemand à la dignité de général des Jésuites. Se sentant si bien soutenu par Guillaume II,

il a rompu avec le gouvernement français et intimé l'ordre aux évêques de France de ne point accepter la loi de séparation, malgré les avantages considérables qu'elle leur faisait.

Qu'en adviendra-t-il? Le pape persévèrera-t-il, ou trouvera-t-il un moyen de tourner la difficulté? Dans les deux cas, il sera vaincu. L'intervention manifeste de Guillaume II a rallié au gouvernement français une foule de catholiques indécis, qui ont compris le danger de se soumettre à un pape étranger, capable d'obéir à des influences hostiles, et surtout à la plus haïssable de toutes pour eux, celle de l'empereur allemand, de sorte qu'aujourd'hui la plus grosse difficulté de la séparation a disparu, et que celle-ci en deviendra probablement beaucoup plus complète et radicale qu'elle ne l'aurait été sans l'intervention maladroite destinée à l'entraver.

III

Comme souverain, la carrière de Guillaume II a été étrange. On trouve en lui le sentiment mystique de sa propre importance, et celui d'une mission « mondiale, » comme il dit, à remplir. Sans cesse il en appelle au Dieu de ses pères, à l'Eternel des armées,

en quoi il se rapproche fort du judaïsme. Lorsqu'il envoie son frère, le prince Henri, à Kiao-Tchéou, dont il vient de s'emparer, celui-ci, au moment du départ, lui adresse un discours, évidemment concerté, selon les usages protocolaires, sinon rédigé par le grand frère, où il lui dit qu'il va porter aux Chinois « l'Evangile de Votre Majesté. » Singulier Evangile, — le mot signifie en français « bonne nouvelle, » — que celui de l'empereur ! Le mot était prononcé peu de temps avant le soulèvement des Boxers, né de l'iniquité commise à Kiao-Tchéou aux dépens de la Chine.

Plus récemment, en Silésie, lors de l'inauguration du monument élevé à la mémoire de Frédéric II, — dit le Grand, — à Königsfeld, l'empereur a prononcé un discours où, après avoir remercié Dieu de la façon dont il avait tout disposé pour le bien de la patrie, il ajoutait :

« Dieu, le vieil allié, n'a jamais abandonné Frédéric le Grand. La patrie restera tout près du cœur de Dieu. Puissent tous les Silésiens s'engager à faire de toutes leurs forces prospérer la patrie, à travailler pour le peuple, chacun dans sa sphère, à réprimer l'incrédulité dans une action commune de toutes les confessions, à porter leurs regards sur l'avenir et à ne jamais déses-

pérer de nous ni de notre peuple. C'est au vivant qu'appartient le monde, et le vivant a raison. Les prophètes de mauvais augure, je ne les souffre pas, et celui qui n'est pas fait pour le travail, qu'il se sépare de nous et qu'il aille chercher, s'il le peut, un meilleur pays. Puissent les Silésiens être avec moi dans mon œuvre, principalement dans mon œuvre pacifique pour mon peuple !

» C'est dans cet espoir que je bois à la prospériié de la Silésie et de tous les fidèles Silésiens. »

La presse allemande s'est surtout attachée à la dernière partie du discours, pour le critiquer assez vertement. Elle a relevé que si tous les mécontents s'en allaient, le problème de la surpopulation de l'Allemagne serait résolu bien au delà des désirs de l'empereur. Et aussi que la critique des affaires publiques constituait souvent un service très précieux rendu à la patrie. Ce sont presque des vérités à La Palisse. Ce qui est bien plus curieux, c'est le commencement : « Dieu, le vieil allié » qui « n'a jamais abandonné Frédéric le Grand, » et « la patrie restera tout près du cœur de Dieu. » Or tout le monde sait que Frédéric II fut un des incrédules les plus déclarés du dix-huitième siècle, qui en vit un si grand nombre, et lui donner Dieu pour allié et protecteur spécial pourrait être considéré comme un pur blasphème, autrement

grave que les paroles poursuivies devant les tribunaux comme crimes de lèse-majesté, si l'on ne tenait compte de la mentalité toute spéciale de l'orateur.

Dans ses évocations constantes du Dieu des Hohenzollern, il y a bien une part de pose, un moyen de se persuader soi-même, en le proclamant aux autres, qu'on est un favori de la fortune, un être à part destiné à de grandes choses. Mais on y trouve aussi une idée vraie, quoique mal interprétée. Dès l'antiquité, on a vu surgir des hommes et, en particulier, des souverains et des peuples qui ont accompli des changements voulus de Dieu et infligé aux hommes des châtiments mérités. L'histoire biblique en donne de nombreux exemples. « Malheur à Assur, la verge de ma colère ! » s'écriait un des prophètes, et ces quelques mots renferment toute la philosophie du sujet.

Dans l'histoire moderne, Napoléon Ier, pour qui Dieu était une pure abstraction, très utile pour conduire les peuples et les plier à l'obéissance du souverain, avait néanmoins la conviction d'être un instrument de la fortune ou du sort, et il l'exprima à merveille dans un jour de bataille, lorsqu'un boulet de canon ayant passé tout près de lui, il dit à ses officiers terrifiés :

— Ne craignez rien, le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu.

Il avait raison, ce n'est pas un projectile qui devait trancher le fil de ses jours; et il se sentait invulnérable aussi longtemps qu'il n'aurait pas achevé l'œuvre qui était la sienne et dont il avait certainement conscience : assurer les résultats de la grande révolution française, qui avaient failli se perdre dans l'anarchie, et démolir le régime du moyen âge en Europe.

Napoléon III a eu également ce sentiment, quoique d'une manière plus obscure, et il explique ses tentatives multipliées pour arriver au trône de France : Boulogne, Strasbourg, ses conjurations avec les carbonari, son entrée dans l'armée suisse, et toute sa conduite après la révolution de 1848. N'a-t-il pas eu pour tâche de préparer l'avènement de la démocratie, de favoriser la constitution de deux empires, l'Italie et l'Allemagne, et enfin de guérir ses sujets de l'esprit de conquête en leur montrant, dans la catastrophe finale où il s'est effondré, ce que coûtent à un peuple l'abandon de la liberté, de la moralité publique et privée, les gloires mauvaises des triomphes militaires, de la primauté politique, toutes ces expériences terribles qui ont rendu possible la troisième république?

Or, Guillaume II marche sur leurs traces. Les

triomphes de Bismarck lui ont frayé la voie. Mais celui-ci était prudent. Il ne désirait pas tenter la fortune. Ce qu'il avait accompli lui paraissait si grand qu'il ne voulait pas risquer de le perdre. Une seule fois, en 1875, effrayé de la rapidité avec laquelle la France se relevait, il se repentit de ne lui avoir pas imposé plus de milliards et la cession d'une plus large tranche de son territoire. Au moment même, la rançon exigée lui avait paru si formidable qu'il n'avait osé demander davantage. Il fallait y revenir, ce qui était bien désagréable, et s'arranger cette fois à laisser l'ennemi pantelant et réduit à la paralysie pour longtemps, très longtemps.

Toutefois, la diplomatie veillait. Si elle avait laissé faire la Prusse la première fois, c'était de surprise. Désormais, on la trouvait suffisamment ou trop puissante. La France aussi paraissait être plus que jamais un élément nécessaire à l'équilibre européen. En Angleterre et en Russie les souverains s'unirent pour mettre le holà. Bismarck enragea; ce fut pour lui le plus cruel des mécomptes, comme il le montra plus tard en diverses circonstances, mais il dut céder à l'ordre positif, *ne varietur*, de son maître, l'empereur Guillaume Ier.

Il lui fallut se borner à fortifier partout ses posi-

tions en resserrant les liens de la Triplice, en concluant des accords secrets avec la Russie, en poussant la France vers les entreprises coloniales, en s'imposant aux petits états voisins, et en passant avec eux du grave au doux, du plaisant au sévère, selon les cas, afin qu'ils demeurassent dans l'humilité qui convenait à leur petitesse en face du grand empire. Seule, la Suisse lui tint tête à l'occasion de l'agent provocateur Wohlgemuth et l'emporta haut la main. Elle avait raison; mais cela n'aurait pas suffi, si presque toute la diplomatie et presque tous les gouvernements ne l'avaient soutenue. On le sut à Berlin et on préféra éviter des manifestations hostiles de leur part.

Tout d'abord, Guillaume II a continué cette politique avisée et prudente en y joignant un trait original. Il désirait se faire bienvenir de tout le monde, surtout au point de vue économique, et inaugurer un « nouveau cours, » comme on l'a nommé. Après la retraite de son premier et terrible chancelier, il s'efforce avec M. de Caprivi de développer son industrie. Les milliards français avaient fourni les capitaux nécessaires.

Ce fut le beau moment et comme le printemps de l'Allemagne. Puis vinrent les difficultés intérieures et extérieures, qui n'empêchèrent pas ce pays de s'enri-

chir, en lui donnant toutefois les soucis qui accompagnent toujours la prospérité. Pour se maintenir, il fallait gagner sans cesse de nouveaux débouchés, acquérir ou conquérir de nouvelles positions, créer des colonies. On y joignit quelques fantômes tirés de l'imagination germanique, auxquels on allait donner un corps. Il n'était pas possible, se disait-on, que les nations voisines n'enviassent pas la prospérité allemande. Pour pouvoir leur tenir tête, il fallait renforcer l'armée de toute façon et la tenir prête à marcher au premier signal. Alors aussi arrivèrent les aventures. Un des moyens connus depuis Machiavel, et qui date de plus loin, était de se rendre agréable à tout le monde et d'en profiter pour mettre les états aux prises les uns avec les autres. *Divide et impera*, diviser pour régner. Bismarck en avait donné l'exemple, et on peut y réussir pour un temps, jusqu'à ce que les autres s'entretiennent en confidence de ce qui les a fait se prendre aux oreilles, et, se tenant désormais sur leurs gardes, se communiquent les insinuations et les suggestions qui leur viennent de certains quartiers, directement ou par de savants détours. Cela finit par l'isolement.

Dans la guerre russo-japonaise, on a vu le rôle de la diplomatie allemande ; mais c'est par ses soins que

le Japon a créé et armé les troupes qui ont battu successivement la Chine et la Russie, ce qui autorise à penser que la même politique peut mener aux mêmes résultats à l'égard du sultan Abdul-Hamid. Dans la guerre des Etats-Unis contre l'Espagne, les Allemands ont voulu se donner les gants d'avoir soutenu les Américains, tandis que l'Angleterre était secrètement contre eux. De franches explications ont remis toutes choses au point. Puis est venue l'aventure du Venezuela, où l'Angleterre fut persuadée de s'unir à l'Allemagne pour soutenir de justes réclamations, ce qui faillit amener une rupture entre la première et les Etats-Unis. Le gouvernement britannique s'en aperçut à temps, et c'est de là que date le rapprochement intime des deux états et l'incurable défiance des Anglais à l'égard non de l'Allemagne, mais de sa diplomatie.

Cette défiance avait été fortement éveillée déjà par le fameux télégramme de Guillaume II au président Krüger à l'occasion du *raid* Jameson, qui fut la cause première et principale de la guerre sud-africaine. Les Boers vaincus, Krüger vint en Europe pour se réclamer des bruyantes sympathies qui lui avaient été témoignées de toute part, et, accompagné des acclamations qui l'accueillirent en France, en Belgique, jus-

qu'aux confins de l'Allemagne, il se dirigea vers Berlin, où tout le passé le persuadait qu'il trouverait le soutien désiré. A Cologne, il fut arrêté net par un second télégramme, — bien différent du premier, mais tous deux resteront historiques, — qui lui annonçait qu'il ne serait pas reçu.

On pourrait citer d'autres faits, de moindre importance. Ceux-ci suffisent.

IV

Si l'on prend la question dans son ensemble et d'un peu haut, on arrive pourtant à la voir assez différente de ce qu'elle apparaît dans le détail. Tout le monde à peu près sait que Guillaume II a une très grande idée de lui-même et de la position à laquelle il pense avoir droit pour le bien de l'humanité et pour sa propre gloire. Dans un jour de bonne humeur, il en parlait naguère en célébrant le bonheur des peuples qui se rangeraient non pas tant sous sa houlette que sous son sceptre. L'Allemagne était la puissance par excellence, qui donnerait au monde la paix et la prospérité. Il avait complètement oublié l'Alsace-Lorraine, le Sleswig et la Posnanie, dont l'Europe entière se souvient. Toute sa politique dans les dernières

comme le corbeau de La Fontaine, l'empereur « ne se sentit pas de joie » et éleva incontinent M. de Bülow à la dignité de prince, pour le remercier du triomphe qu'il lui avait valu. Tout le bénéfice de sa grande campagne s'est borné à ce haut fait, payé bien chèrement par l'isolement plus accentué qui l'a suivi, et par le blâme presque universel de l'Europe, frappée d'une pareille immixtion dans le gouvernement intérieur d'un pays voisin. Les autres états se sont sentis menacés, non sans raison.

Du reste, personne en Europe ne s'y est trompé. L'empereur a chicané la France; il l'a empêchée d'entreprendre au Maroc une œuvre utile, à l'avantage de ce pays et de tous les autres, y compris l'Allemagne, mais il n'a pas réussi ensuite à la gagner, comme il en avait montré le dessein, ni à la séparer de l'Angleterre, et il lui a rendu involontairement le service inestimable de lui rappeler qu'elle devait se tenir prête à se défendre. Car la France était devenue si pacifique que de se relâcher dans ses préparatifs militaires, et qu'elle a été obligée de dépenser hâtivement 200 millions de francs pour combler les lacunes de ses armements. C'est parce qu'elle avait constaté son insuffisance que M. Delcassé dut être sacrifié.

menses frontières et se sent menacé de tous les côtés. Avant sa dernière guerre, la Russie avait installé en Pologne une très grande armée, toujours prête à marcher sur l'Allemagne ou sur l'Autriche, — elle ne pouvait marcher que là. — Du côté du nord, malgré ses croisières annuelles en Norvège, l'empereur ne rencontre que peu de sympathies. A l'ouest, les Hollandais et les Belges le redoutent, nous avons dit pourquoi. Nul n'est besoin de parler de la France. La Suisse est neutre, très résolue à le rester. Les seules frontières amies sont celles de l'Autriche, qui est devenue une alliée après avoir été battue, et trouve de son intérêt de le demeurer, à cause des états balkaniques et de l'Italie.

La Triplice, dont l'empereur paraissait faire assez bon marché ces dernières années, est redevenue précieuse; elle est maintenant, plus qu'autrefois peut-être, une garantie de paix pour l'Europe en ce sens qu'elle maintient des rapports tolérables entre l'Autriche et l'Italie, dont les intérêts se heurtent et ont amené la première à se donner sans bruit, — mais non peut-être sans conseils augustes, — une marine assez redoutable, puisqu'elle dépasse en puissance celle de l'Italie. Et les deux états sont devenus beaucoup plus indépendants de l'Allemagne, parce

comme le corbeau de La Fontaine, l'empereur « ne se sentit pas de joie » et éleva incontinent M. de Bülow à la dignité de prince, pour le remercier du triomphe qu'il lui avait valu. Tout le bénéfice de sa grande campagne s'est borné à ce haut fait, payé bien chèrement par l'isolement plus accentué qui l'a suivi, et par le blâme presque universel de l'Europe, frappée d'une pareille immixtion dans le gouvernement intérieur d'un pays voisin. Les autres états se sont sentis menacés, non sans raison.

Du reste, personne en Europe ne s'y est trompé. L'empereur a chicané la France; il l'a empêchée d'entreprendre au Maroc une œuvre utile, à l'avantage de ce pays et de tous les autres, y compris l'Allemagne, mais il n'a pas réussi ensuite à la gagner, comme il en avait montré le dessein, ni à la séparer de l'Angleterre, et il lui a rendu involontairement le service inestimable de lui rappeler qu'elle devait se tenir prête à se défendre. Car la France était devenue si pacifique que de se relâcher dans ses préparatifs militaires, et qu'elle a été obligée de dépenser hâtivement 200 millions de francs pour combler les lacunes de ses armements. C'est parce qu'elle avait constaté son insuffisance que M. Delcassé dut être sacrifié.

que transitoire et qu'il répond aux nécessités présentes du monde. Les armements de tous les pays, la discipline à laquelle ils sont obligés de se plier pour être en mesure de résister à toute aggression, sont probablement aujourd'hui le meilleur, peut-être l'unique moyen de maintenir la paix générale. Guillaume II n'a réussi dans aucune de ses tentatives d'agrandissement, mais il a fait comprendre un peu partout le prix de la liberté, de l'indépendance nationale, et amené les peuples à consentir aux sacrifices que leur imposait la défense de ces biens. Voilà le service infiniment précieux qu'il a rendu au monde et dont il faut lui être reconnaissant. Nous verrons plus tard, en recherchant les conditions de la paix, combien ce service a été grand à d'autres égards encore.

V

Si l'Allemagne et son empereur ont pu se flatter d'agrandir leur puissance au point de la rendre irrésistible, ils doivent commencer à en revenir quelque peu. Un but pareil pouvait paraître possible à atteindre dans le système politique qui a régi l'Europe au cours du moyen âge et qui a dominé notre continent par delà la Révolution française, pendant la majeure partie

du dernier siècle. Depuis 1870 surtout, il est devenu impraticable, et nul n'a réussi comme Guillaume II à en saper toutes les bases. Certainement, il ne l'a pas cherché, tout au contraire, mais le résultat est là, incontestable.

Tout récemment on a publié en Allemagne des fragments de mémoires du prince Hohenlohe, ancien chancelier impérial, qui ont fait sensation. Le prince y raconte comment se fit la rupture entre Guillaume II et Bismarck. Elle provint en bonne partie de dissentiments politiques. Bismarck, fidèle à son système, voulait abandonner l'Autriche, en conflit avec la Russie qui se préparait à envahir la Bulgarie, et autoriser le tsar à accomplir ses projets. C'eût été une noire trahison à l'égard d'un allié, et probablement la ruine de la Triplice. Guillaume II ne voulut pas y consentir. Dans la politique intérieure, il se montrait plutôt libéral et disposé à faire quelque chose pour les ouvriers. Il avait demandé à la Suisse de renoncer en faveur de Berlin au congrès ouvrier déjà convoqué ; ce qui fut fait, bien que Bismarck eût usé de toute son influence pour le contrecarrer. D'autres raisons rendaient la rupture inévitable ; celles-ci firent déborder la coupe. C'était en 1890.

Nous nous souvenons, en effet, — il y a fallu un

petit effort de mémoire, tellement le changement a été grand depuis lors, — que Guillaume II a commencé son règne par une phase libérale, dans laquelle on le voyait chercher à se dégager de la politique bismarckienne et à entrer dans des voies nouvelles. Après la chute de Bismarck, avec le concours du comte Caprivi, il conclut, comme nous l'avons déjà indiqué, toute une série de traités de commerce, qui témoignaient de son désir de sortir du protectionnisme et ont été du reste éminemment favorables au nouvel empire. On disait même que le jeune empereur désirait introduire le régime parlementaire, mais qu'il ne voulait pas l'octroyer. Ses sujets devaient le conquérir, pour en mieux connaître le prix et le fonctionnement, ce qui aurait été tout à fait sensé.

On le croyait si bien que nous eûmes l'idée de poser la question d'Alsace-Lorraine, alors plus encore qu'aujourd'hui la plaie vive de l'Europe. En janvier 1892, nous publiâmes un article, *La paix en Europe*, où nous cherchions à montrer les avantages pour l'Allemagne de renoncer à une conquête onéreuse, et la gloire qui résulterait pour le jeune souverain de l'accomplissement d'une œuvre de justice marquant l'abandon de la politique de conquête.

Guillaume II n'a pu l'ignorer, car, grâce en partie

au *Journal des Débats* qui en donna une analyse due à la plume de son distingué collaborateur M. Francis Charmes, la presse de tous les pays s'occupa des idées émises. Naturellement, la discussion s'établit surtout entre les journaux français et allemands ; elle fut très intéressante et des plus courtoises, mais, comme nous n'étions pas sans le pressentir, elle n'eut d'autre résultat que celui-ci : jusqu'alors, des deux côtés du Rhin, on s'était abstenu d'y toucher ; la glace étant rompue, de ce moment on en a parlé librement des deux parts.

Voyons maintenant ce qui aurait pu se passer si le jeune souverain avait réalisé les vœux à lui présentés. Tel que nous connaissons le peuple français, il ne nous paraît pas douteux que cet acte l'eût rempli d'admiration et d'enthousiasme. Il en aurait oublié les milliards et les autres clauses onéreuses du traité de Francfort, et il n'eût pas dépendu de lui que des relations cordiales s'établissent entre les deux gouvernements et les deux peuples. Si l'empereur avait persisté dans ses idées libérales, une alliance devenait possible, donnant à l'Europe la paix, le développement économique basé sur un libre échange plus accentué, et le moyen d'établir partout des institutions libérales, bases de progrès continus. Ceux-ci, à leur tour, au-

raient permis de résoudre convenablement les questions sociales qui nous agitent, en élevant graduellement le niveau moral et intellectuel des travailleurs. La réduction des armées, partant, allait de soi. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur les résultats généraux d'un si grand changement.

Mais nous ne devons pas dissimuler qu'une autre solution pouvait s'entrevoir. En France, la république n'était pas entrée dans les mœurs en 1892 comme elle l'a fait depuis, grâce surtout à l'affaire Dreyfus. Le peuple et le gouvernement étaient encore obsédés par le souvenir des gloires passées et le désir de retrouver la situation dominante perdue dans les défaites de 1870. Si Guillaume II, suivant la pente qui l'a conduit à rétablir toute la politique bismarckienne, avait offert à ses amis reconnaissants ce qu'il a fait miroiter en vain devant leurs yeux après l'éclat de Tanger : une union des deux pays pour dominer l'Europe et le monde, en supprimant l'Angleterre, qui aurait certainement fait obstacle et était alors aussi impopulaire que possible en France, est-il à croire que l'on eût fermé l'oreille à la voix du tentateur? Ce danger aurait été le plus grave de tous ceux que l'Europe a courus dans le dernier quart de siècle. L'arrivée au pouvoir de Waldeck-Rousseau l'a écarté,

définitivement, on doit l'espérer, en faisant entrer son pays dans la voie de liberté et d'affranchissement qui semble devoir être la sienne et constitue sa plus grande force.

VI

Ce danger n'est pas le seul auquel l'Europe ait échappé pendant la période de gestation et de préparation qui a suivi la guerre de 1870. Lorsqu'on examine celle-ci avec soin, on découvre non sans surprise que, malgré tous ses côtés fâcheux, elle a été excellente à beaucoup d'égards et reste pleine de promesses d'un avenir meilleur. Les armements immenses qui ont été considérés souvent comme la plaie vive de notre époque étaient probablement nécessaires à la sécurité et au développement des nations. La crainte est souvent le commencement de la sagesse. Ici, elle a modéré les agitations intérieures en plus d'un pays; elle a développé, un peu partout, les sentiments de solidarité et la volonté de faire les sacrifices nécessaires à l'indépendance. Les armements de l'Allemagne et la vue de plus en plus claire des ambitions de son souverain ont été une très lourde charge pour l'Europe entière, mais ils ont donné le

goût de la paix, le désir de l'assurer par l'établissement définitif d'un code universel supprimant le droit de conquête et les autres vestiges d'un passé mauvais, que l'on comprenait ne plus pouvoir subsister bien longtemps.

L'Allemagne elle-même, pour silencieuse qu'elle soit restée sous beaucoup de rapports, n'en a pas moins fait son éducation. Elle a appris à connaître les faiblesses de son régime politique et à en désirer le changement. Il ne faut pas la juger sur les manifestations bruyantes des pangermanistes ou d'autres sociétés patriotiques qui ne comptent que pour un bien petit nombre dans la nation. Pour les esprits réfléchis, plus nombreux de beaucoup, la publication des mémoires du prince Hohenlohe, qui vient de dévoiler les arcanes de la politique impériale, produira un effet profond et durable. Elle s'est faite au moment le plus propice. On considère maintenant comme probable que le prince Hohenlohe, qui était un patriote en même temps qu'un ami de l'empereur, en donnant l'ordre de publier ses mémoires immédiatement, au lieu d'attendre, selon l'usage, la mort de tous les personnages dont il parle, a voulu suggérer à son souverain et à l'Allemagne le plus sérieux, peut-être le plus efficace des garde-à-vous. Cette interprétation, aussi

honorable que possible pour l'écrivain, se justifie d'autant mieux que ses révélations concourent avec d'autres indices à montrer l'Allemagne arrivée, pour des causes en partie analogues, à l'état où se trouvait la France en 1870, et qui ont été la vraie cause de l'épouvantable calamité qui l'a frappée, pour son bien en définitive. Les Allemands peuvent l'éviter, s'ils prennent à cœur l'enseignement qui vient de leur être donné par un des leurs.

Le jour doit venir, plus rapproché peut-être qu'on ne le pense, où ils voudront s'appartenir et se gouverner eux-mêmes, où ils chercheront et trouveront leur puissance, non plus dans les armes, mais dans l'établissement d'un régime où ils concourront puissamment à élever le niveau général de l'humanité en lui donnant pour bases la justice et la liberté.

En attendant, il ne faut maudire ni eux, ni leur souverain. On doit croire que, dans ces années de crise où les alarmes n'ont pas été sans compensations, ils ont rempli une fonction nécessaire et contribué ainsi à préparer un meilleur avenir.

De quelle manière? C'est ce que nous allons essayer de montrer.

LA QUESTION DE LA PAIX

ET SA SOLUTION

SECONDE PARTIE

I

Nous avons cherché à montrer comment la situation du monde a été modifiée par la politique actuelle. Les deux grandes puissances qui y ont surtout contribué, la Russie et l'Allemagne, sont celles qui auraient dû se garder surtout d'y toucher, pour ne pas mettre en péril leur régime intérieur. L'une et l'autre étaient pressées de marcher avec le temps, de s'agrandir et de s'enrichir. Les besoins nés de l'autocratie et de l'absolutisme leur en faisaient une loi inéluctable. Ni l'une ni l'autre ne pouvaient maintenir et développer leurs armements sans beaucoup d'argent. Toujours plus d'argent : les progrès incessants dans les engins de guerre forçant à les changer entièrement après quelques années, parce qu'une puissance s'em-

parait d'inventions nouvelles et contraignait toutes les autres à suivre pour ne pas rester en arrière et en être affaiblies; l'obligation de mieux traiter les troupes au point de vue de leur nourriture et de leur logement; des préparatifs à faire pour leur assurer quelque confort dès l'entrée en campagne, une quantité d'autres détails à soigner, tout cela devait entraîner des dépenses croissantes.

Comment y pourvoir? Le tsar Nicolas II a fait une proposition qui a été célébrée en Europe à grand orchestre, celle d'un quasi-désarmement, mais il a eu soin de lui donner un démenti immédiat en augmentant notablement ses forces sur mer et sur terre. Il lui aurait convenu assurément d'arrêter une course au clocher aussi ruineuse, parce que la paix en Europe lui allait à merveille en lui permettant d'utiliser ses armées, suffisantes, — il le croyait tout au moins, et l'Europe avec lui, — pour s'étendre dans l'extrême Orient sans crainte d'être troublé par ses voisins d'Occident. Or, à La Haye, la montagne accoucha d'une souris. Le petit animal n'a pas été d'ailleurs sans rendre des services, mais non celui qu'on en attendait surtout, car après peu d'années la Russie se trouvait entraînée dans une guerre formidable. Ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, que l'institution soit inutile. Re-

constituée, elle pourra devenir plus tard le centre d'un droit international nouveau, dans lequel chaque état se trouvera protégé par la loi générale, comme le sont les citoyens dans chaque pays libre.

Les nécessités de sa situation avaient poussé la Russie à favoriser de tout son pouvoir le développement de son industrie. Elle voulait fabriquer elle-même, par raison d'économie, et pour être indépendante de fournisseurs étrangers, tout ce qui était nécessaire à ses armées, à ses flottes, à ses chemins de fer, à ses monopoles d'état. Toutes les industries furent stimulées, d'abord par une protection douanière très effective, puis par d'autres avantages réels, tels que des avances de capitaux, divers privilèges offerts aux étrangers disposés à établir des manufactures, et autres amorces qui n'ont pas manqué leur but, puisque des capitaux européens considérables, — deux ou trois milliards peut-être, — sont allés s'engouffrer dans des industries russes, attirant de toute l'étendue de la Russie d'Europe, et au delà, des centaines de mille ouvriers, le plus grand nombre concentrés sur quelques points de l'empire.

En Allemagne, tout le monde sait que la principale préoccupation de Guillaume II a été de favoriser par tous les moyens la prospérité de l'indus-

trie, jusqu'au point de se faire le commis-voyageur de ses grandes usines, celle de Krupp en particulier, et de sacrifier des intérêts politiques de premier ordre à l'obtention de grosses commandes. Son succès, — peut-être le seul, — a été grand. Et l'a-t-on assez célébré sur tous les tons!

Mais il est permis de dire que l'empereur, pas plus que le tsar, n'a compris où ils allaient et quelles seraient les conséquences de leur politique économique. L'un et l'autre voulaient porter à leur plus haute puissance la prospérité et la richesse de l'état, qui devait en recevoir une force extraordinaire, et ils ont abouti à ébranler toutes les bases des systèmes dont ils sont l'incarnation. La Russie, moins avancée et plus faible, en donne dans ce moment une démonstration qui ne laisse rien à désirer. L'Allemagne suivra, on peut déjà l'annoncer avec assurance. Il n'est pas possible, dans l'état des idées modernes, qu'un peuple s'enrichisse sans vouloir être le maître de lui-même et de ses destinées. La constitution impériale, l'existence de plusieurs états unis en une confédération, les institutions créées en faveur des ouvriers pourront prolonger le *statu quo*, mais surgisse une crise économique ou politique, et les revendications populaires deviendront telles que l'empereur de-

vra céder, s'il est sage, car un peuple conscient de lui-même devient irrésistible à la longue. Que Guillaume II cherche à l'éviter, à sauver son pouvoir personnel, en faisant la guerre, par exemple, il y a tout lieu de penser qu'il en porterait la peine, comme nous l'établirons plus tard.

Aujourd'hui la Russie étant plus ou moins paralysée par ses troubles intérieurs et par la nécessité de tenir compte de la demande de réformes qui se produit avec toujours plus de connaissance et d'intensité, Guillaume II est devenu en réalité le seul appui de l'ancien régime. C'est trop peu pour que celui-ci puisse se soutenir longtemps. Partout on veut en sortir, sans en excepter l'Allemagne elle-même. La Russie a donné le branle; elle le maintient par le spectacle de ses convulsions intérieures, mais l'Europe a été préparée à vouloir des changements fondamentaux, et rien n'y a contribué aussi directement et puissamment que la politique allemande et ses menaces à l'indépendance des états voisins.

Ainsi que nous l'avons dit précédemment, elle a aussi assaini et assagi le mouvement réformateur. La simple existence en Europe d'un souverain disposant librement de l'armée la plus puissante peut-être que mentionne l'histoire, et intéressé à maintenir l'ordre

général, aurait suffi à empêcher les explosions révolutionnaires. Ici on a eu quelque chose de plus : l'ambition de ce souverain et son esprit inquiet, qui l'ont porté à des tentatives de nature à susciter des soupçons et des craintes d'intervention dans les affaires de ses voisins. Tous les états ont voulu s'armer pour être en mesure de résister à une pression qui menaçait à la fois leur indépendance et leur prospérité. Ce ne sont pas seulement les gouvernements qui ont agi, cherchant à fortifier leur position par des alliances, l'immense majorité des peuples les a soutenus en acceptant les charges excessives qui en résultaient pour eux. Instinctivement ou conscients du danger, la plupart repoussaient avec horreur la perspective d'être soumis au régime allemand tel qu'il existe non seulement en Alsace-Lorraine, au Slesvig, en Posnanie, mais en Allemagne même, particulièrement en Prusse.

Au cours des affaires du Maroc, des agents officieux de l'empereur, le prince de Donnersmark en tête, sont venus à Paris, et ont dit aux hommes influents, puis au public lui-même : « Prenez garde, si vous résistez à nos justes demandes, la guerre peut en résulter, et il ne faut pas se faire d'illusions : si l'armée allemande se met en marche, cette guerre sera plus terrible que rien de ce qui s'est vu dans le monde moderne, car

elle détruira vos établissements publics et privés, elle vous imposera des contributions telles que la France en sortira ruinée probablement pour toujours, en tout cas pour très longtemps. Devenez donc nos amis et faites alliance avec nous et vous vous en trouverez bien. »

Ces menaces correspondaient assez exactement à celles que l'empereur a prononcées contre la Chine lors de la révolution des Boxers et qu'il a dû rentrer en partie parce qu'il n'était pas seul et que ses alliés se seraient opposés à leur exécution. Elles ont inspiré non seulement en France, mais dans les autres pays, la volonté résolue de ne point s'y soumettre, mais de consentir à tous les sacrifices pour éviter un pareil sort. Quand on a fini par le comprendre à Berlin, le prince Bülow a essayé en vain de faire oublier ou tout au moins d'atténuer. L'effet était produit, et on n'en reviendra pas. On ne veut plus accepter même le risque d'une défaite comme celle de 1870, avec ses conséquences relativement plus modérées. Plutôt que de subir de nouveaux démembrements accompagnés d'indemnités se chiffrant par milliards, on est décidé à résister, fût-ce jusqu'à extinction, et chacun s'y est préparé.

II

On a eu bien raison, car il ne s'agit pas ici seulement d'une conquête avec ses épouvantements, mais de maintenir en Europe les biens acquis, les libertés déjà établies, celles auxquelles on aspire pour ne pas retomber sous l'ancien régime. Une guerre est-elle donc à redouter ? Dans la situation actuelle, — qui peut se modifier, il est vrai, — les perspectives sont plutôt rassurantes. Guillaume II s'est toujours montré d'une certaine prudence et a su reculer quand il s'était trop avancé. Tout, dans ses discours, dans sa politique, indique la volonté de ne point courir de risques, et de n'entamer des hostilités que lorsqu'il possèdera une supériorité de forces décisive, soit par ses armées et sa marine, soit par des alliances. Or, ces dernières lui font défaut. Il lui restait ses amis de la Triplice, sur lesquels il ne peut plus compter avec certitude. Bien que nous ne connaissions pas les termes du contrat qui les lie depuis tant d'années, il paraît impossible que l'Autriche et l'Italie se soient engagées à mettre leurs forces à sa disposition sans être consultées, c'est-à-dire sans avoir la faculté de se refuser à le suivre s'il voulait entreprendre une guerre opposée

à leurs intérêts ou contraire à leurs engagements. Là se trouverait un premier obstacle très ardu et dans ce moment probablement impossible à surmonter. Si l'Allemagne était attaquée, on doit croire que ses alliés seraient tenus de lui venir en aide. Mais qui donc l'attaquerait ? Ce ne peut être la Russie, et, pour d'autres raisons, pas davantage la France et l'Angleterre, qui se garderaient bien de lui donner cet avantage, même si elles étaient certaines que l'Autriche et l'Italie ne marcheront pas, comme on peut le prévoir, l'Autriche étant troublée jusqu'au fond par ses démêlés avec la Hongrie, très hostile au pangermanisme, et par la fermentation des autres parties de l'empire, tandis que le gouvernement italien, même s'il y était disposé, ne pourrait guère amener son peuple à se mettre du côté de l'Allemagne dans une guerre de celle-ci contre la France. Aucun traité ne pourrait prévaloir dans ce cas contre les antipathies et les résistances populaires. Pour les Italiens, prendre place à côté de l'Autriche pour soutenir l'Allemagne dans une lutte contre la France et l'Angleterre est une idée trop invraisemblable pour qu'on s'y arrête.

Il faut donc croire que Guillaume II fera son possible pour empêcher des hostilités entre ses alliés, comme il s'y est employé déjà avec toute raison,

sauf une ou deux fois quand il croyait avoir à se plaindre de l'un d'eux. Mais l'Allemagne serait sans alliés dans une guerre contre la France, car c'est la seule dont il puisse être question. Etant donné que celle-ci ne la déclarera pas, et se gardera sans doute de la provoquer, sous quel prétexte l'empereur pourrait-il l'entamer? Tout le monde sait que lorsqu'on veut chercher querelle, les prétextes ne manquent jamais, et on en a eu la preuve à propos du Maroc. Autrefois, ils pouvaient suffire. Aujourd'hui il n'en serait plus ainsi. L'opinion publique existe, vigilante et informée, et elle est un facteur dont il faut tenir compte. Tout pays qu'elle condamnerait sur ce point en serait d'entrée fortement affaibli.

Bismarck le savait bien, et avant d'attaquer la France en 1870, il avait eu l'art de faire le vide autour d'elle, de réunir des documents qui, publiés au moment opportun, allaient coaliser contre Napoléon III les états du sud de l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, la Belgique et la Hollande, et leur amie l'Angleterre, de telle sorte que la France se trouva complètement isolée et sans amis. Thiers en goûta pleinement l'amertume lorsqu'il se mit en campagne pour ramener les gouvernements aliénés par une politique aveugle.

Maintenant, la situation est complètement renversée.

Guillaume II a fait en faveur de la France ce que Bismarck avait habilement obtenu pour l'Allemagne. Il s'est isolé en Europe, et il commence à en avoir conscience. Ses derniers efforts ont complètement échoué. Serait-il capable de passer outre, s'appuyant sur sa grande armée ? Oui, et là se trouve un danger qui ne doit pas être dissimulé. Avec son caractère impulsif, sa toute-puissance dans la direction des affaires étrangères, et sa maîtrise des armées allemandes, rien ne garantit qu'il ne sera pas emporté par une de ces décisions soudaines dont on ne peut plus revenir. Il se trouve déjà environné de difficultés presque inextricables, qui peuvent s'aggraver et le pousser à jouer le tout pour le tout dans une entreprise qui, couronnée de succès, lui redonnerait ce qu'il désire. Au moins il peut le croire ; tout semble facile lorsqu'on possède une forte dose d'imagination. Mais le succès est-il possible ?

Dans la guerre de 1870, outre les avantages que nous venons d'énumérer, Bismarck en possédait un qui dépassait tous les autres. L'armée et la nation, stylées de longue date, marchaient avec lui, voulant à tout prix conquérir l'unité qui leur permettrait de ne plus redouter l'empire bonapartiste. De ce côté encore tout est changé. La République française est pacifique

et l'a montré. Elle est devenue le point d'appui du libéralisme constitutionnel en Europe. Tous les hommes désireux d'obtenir les institutions qui rendent en tout pays les peuples maîtres d'eux-mêmes et de leurs destinées sont avec elle, même en Allemagne dans une certaine mesure. Cette dernière ne serait donc pas unanime comme elle le fut, et ne retrouverait pas son enthousiasme de jadis. L'armée elle-même est travaillée et manifeste des germes de dissolution. Il y a des populations mécontentes et aspirant à secouer le joug qui pèse sur elles. Le socialisme est puissant et on lui a donné ses entrées chez les soldats. Un de ses chefs, M. Bebel, a sans doute proclamé à plusieurs reprises et dernièrement encore que les socialistes ne le cèderaient à personne en fait de patriotisme, et qu'ils se battraient aussi bien que les autres si leur pays était attaqué. Mais au congrès récent de Mannheim, des propositions ayant été faites de commencer une propagande antimilitariste à l'instar de celles de France et de Belgique, il a répondu que la situation était toute différente en Allemagne. Le parti socialiste allemand a fait abondamment son devoir dans la lutte contre le militarisme. N'a-t-il pas voté contre tous les budgets de la guerre, et ne distribue-t-il pas, chaque année, des brochures aux recrues qui entrent en caserne?

Une agitation copiée sur celle de la France est superflue et constituerait un danger pour lui.

Dans une autre séance, à propos de grèves, M. Bebel a dit :

« La question de la grève générale en Allemagne est tout autre qu'en Russie. Si nous faisions cette grève pour conquérir notre droit électoral au Landtag, l'Allemagne du sud ne nous suivrait pas. Nous ne voulons pas agir à l'instar de la Russie, et nous ne voulons pas combiner la révolution et la grève. Si les masses font la révolution, ce n'est pas par simple plaisir, mais c'est à certains moments où la coupe a débordé. S'il se produit un attentat contre le suffrage universel, si l'on veut nous enlever notre droit de réunion et de coalition, alors il nous faudra marcher. »

Il y aurait beaucoup d'autres choses à citer, montrant que la troupe n'est plus sûre comme jadis. L'esprit d'opposition y a pénétré, sourdement, car la discipline ne lui permet pas de se manifester, réel néanmoins; sans danger dans la paix, même s'il s'agissait de réprimer des émeutes socialistes, comme M. Bebel le comprend parfaitement; mais, dans une guerre étrangère, élément de dissolution dont l'importance peut se mesurer à ceci, qu'il s'était infiltré dans les armées russes de Mandchourie et a été, selon toute

apparence, une des causes de leurs nombreuses défaites. Elles se battaient bien dans certaines conditions, mais n'étaient pas trop malheureuses d'opérer leur retraite.

Quant aux officiers allemands, rien de pareil n'est à redouter, mais nous pouvons renvoyer nos lecteurs à l'article remarquable de M. le commandant Emile Mayer, *Les officiers allemands en 1906*, publié dans la livraison de novembre 1906 de la *Bibliothèqne Universelle.*

Du reste, il n'est pas nécessaire d'insister plus longuement sur ces faiblesses. L'armée allemande fût-elle encore aussi bonne que lorsqu'elle avait pour chefs les généraux de Moltke et de Roon, elle aurait cependant cette infériorité d'avoir affaire, non plus à des adversaires mal commandés et plus ou moins démoralisés, mais à des troupes beaucoup mieux armées, surtout pour l'artillerie, pleines d'entrain et de feu, très patriotes, conscientes de l'importance de la lutte pour l'avenir de leur pays, et si déterminées à ne pas perdre les libertés acquises, que les menées antimilitaristes disparaîtraient comme balle au vent le jour où la guerre serait déclarée. Quelle force ce sentiment n'a-t-il pas donnée aux troupes mal armées, mal instruites, mal équipées, mais pleines d'enthousiasme de la pre-

mière République, qui ont battu toutes celles de l'ancien régime et ont fini par conquérir l'Europe?

A supposer même que l'Allemagne obtînt une première victoire, ce qui paraît peu probable, il est certain qu'elle n'aurait pas les mêmes conséquences qu'en 1870, car toutes les circonstances sont changées, mais que la guerre se prolongerait longtemps. Moltke, le grand stratégiste, le déclarait à la fin de sa carrière, et la guerre de Mandchourie lui a donné abondamment raison. La victoire ne s'enlèvera plus par grands coups inopinés, comme en 1870, au commencement de la campagne, où quelques premières défaites des Français suffirent pour désorganiser toute la défense. Et même ainsi, avec Metz et Paris, en improvisant des corps de troupes, ils purent, pendant plusieurs mois, tenir la campagne et obtenir quelques succès.

Dans une nouvelle guerre, c'est le plus riche, le mieux en état de tenir longtemps, qui finirait par l'emporter, c'est-à-dire la France, et d'autant plus qu'elle serait le champion de la liberté contre l'ancien régime, ce que la guerre manifesterait de jour en jour davantage, lui valant un peu partout des sympathies assez grandes pour qu'elle pût en recevoir, à des moments opportuns, des accroissements de force inatten-

dus. Il ne faut pas oublier que dès le début elle ne serait pas seule. L'Angleterre a déclaré catégoriquement qu'elle l'appuierait de sa puissante marine, qui, unie à celle de la France, pourrait opérer d'utiles diversions sur les côtes allemandes et immobiliser une partie des armées germaniques, puis par des armées de terre, qu'elle s'efforcerait de jeter dans la lutte aussi nombreuses que possible, et qui ne permettraient guère de douter de son issue.

Dans de telles conditions, une déclaration de guerre de la part de l'Allemagne apparaît comme une pure démence. Elle est possible, néanmoins, si Guillaume II demeure le maître absolu et s'il se trouve acculé et forcé en quelque sorte de jouer le tout pour le tout.

Voilà le danger pour l'Europe et pour l'Allemagne. Il impose à tous les peuples l'obligation de se préparer pour la grande lutte, si elle devient inévitable. D'une manière ou d'une autre, ce dernier pays devra se modifier. Il a une trop grande importance pour qu'il lui soit permis de continuer à vivre dans un régime en contradiction flagrante avec le mouvement libéral actuel et qui menace tous ses voisins. Nous avons cité souvent, à ce propos, la maxime d'un grand philosophe grec, que tout régime est condamné à

périr par l'exagération de son principe. L'Allemagne en fait, depuis plusieurs années, une démonstration qui devient de plus en plus brûlante. Les difficultés financières amenées par des armements croissants, par la création d'une artillerie et d'armes d'infanterie nouvelles, surtout par l'augmentation de la marine de guerre, ont été la source de mécontentements qui se manifestent plus clairement chaque jour, sans qu'on en puisse prévoir l'issue.

Le peuple allemand est-il en mesure de demander et d'obtenir la transformation de ses institutions et d'arriver ainsi à se gouverner lui-même? A-t-il la force et les hommes nécessaires pour se dégager du passé et entrer dans le courant général de l'Europe? Qui pourrait le dire? Ce qui paraît probable, c'est que les grands succès de 1870 et des années suivantes l'ont plus ou moins intoxiqué et placé moralement dans une situation analogue, — mais non identique, — à celle des Français à la fin du second empire. Dans ce cas, s'il n'est pas capable de réagir de lui-même contre les fruits mauvais de la prospérité, il doit s'attendre à se voir infliger le remède drastique qu'il a administré à la France, probablement le seul capable alors de la sortir d'un effondrement moral qui l'aurait menée aux abîmes si elle n'avait été arrêtée à

temps, lorsqu'elle possédait encore le fonds d'énergie nécessaire à son relèvement.

Une guerre déclarée par l'Allemagne aboutirait probablement à ce résultat. Si elle se rend compte du péril qu'elle court dans ce moment et se met à l'œuvre pour l'écarter dans la paix, il est à peine nécessaire de dire avec quelle sympathie l'Europe la suivrait dans son travail et combien nous en serions heureux. C'est pour cela même que nous n'avons pas hésité à ouvrir sans réticences cette perspective sur l'avenir.

III

En attendant, la seule chance de maintenir la paix se trouve dans la continuation des armements qui l'ont assurée jusqu'ici. Si on a pu l'oublier à certains moments, depuis les affaires du Maroc tout le monde à peu près en est bien convaincu. On a proposé différents remèdes à cette situation, en particulier une entente pour un désarmement général. Ses partisans ont montré par là qu'ils n'ont rien compris à la situation actuelle et à l'antagonisme irréductible existant entre l'ancien régime et les idées nouvelles qui tendent au gouvernement des peuples par eux-mêmes et dans la

liberté. Les deux régimes s'excluent. L'un des deux doit disparaître, et les armements n'ont pas d'autre raison que d'amener ce résultat, dans la paix si possible, dans la guerre s'il le faut. Aucune autre issue ne se conçoit. Le désarmement lui-même deviendrait une provocation à la guerre. Qui le contrôlerait, et comment?

L'expérience a été faite et n'a rien laissé à désirer comme démonstration. Après la bataille de Iéna, dont on a célébré récemment le premier centenaire, Napoléon Ier imposa à la Prusse l'obligation de réduire son armée à un chiffre qui permettrait de l'ignorer. Le roi Guillaume resta fidèle à la lettre de ses engagements, mais il sut les tourner en réduisant de beaucoup la durée du service, consacrée à former rapidement des recrues qui passaient à la réserve, et en six années il était parvenu à créer une force dont la valeur se manifesta surtout à la bataille de Leipzig et plus tard à celle de Waterloo. On peut dire qu'elle contribua pour une bonne part à la ruine définitive du premier empire français. Le système a été maintenu ; il a été imité un peu partout et a seul permis les armées immenses de notre époque.

Il est d'autant plus utile de le rappeler qu'il existe beaucoup de moyens, inconnus jadis, d'augmenter les

forces d'une armée indépendamment du nombre des soldats; celui-ci compte néanmoins, car on peut toujours s'arranger à avoir peu d'hommes sous les armes, tout en disposant d'énormes réserves prêtes à entrer en ligne. Ce qui est plus important encore, ce sont les inventions continuelles qui ont rendu l'armement de plus en plus parfait et destructeur. Toutes les grandes puissances sont ardentes à se procurer cet avantage, secrètement si elles le peuvent. La Prusse dut ses victoires sur le Danemark, puis sur l'Autriche et enfin sur la France, à son fusil à aiguille, qui lui donnait une supériorité écrasante. Depuis lors, on a trouvé la poudre sans fumée, on a perfectionné les fusils de l'infanterie, et le dernier cri a porté sur l'artillerie, où la France paraît avoir obtenu des perfectionnements hors de pair, qui lui assurent une avance importante. Diverses améliorations dans l'intendance, dans les chemins de fer stratégiques, pourraient compter pour beaucoup.

Un désarmement ne peut s'effectuer qu'entre puissances ayant la plus parfaite confiance les unes envers les autres. Sans cela, celles qui s'endormiraient pourraient être surprises par une invention tenue secrète, qui donnerait à l'une d'elles, plus vigilante, une supériorité dont elle se servirait pour imposer sa volonté.

Si l'on se surveille réciproquement pour prévenir un tel malheur, il faut prévoir des réclamations, probablement des querelles d'où la guerre sortirait fatalement, une de ces situations où les fusils partent tout seuls, comme on dit. Le désarmement se produira de lui-même lorsque les puissances en seront arrivées à établir les bases sûres d'une paix définitive. Autrement, il risque de devenir la pire des solutions.

La phase des armements à outrance que l'Europe traverse actuellement peut être considérée comme une expérience qui était à faire pour amener l'humanité à chercher et à trouver de meilleures bases politiques et sociales. Elle semble nécessaire pour maintenir, dans la fermentation actuelle des peuples, l'ordre indispensable à la naissance et au développement d'institutions nouvelles qui garantissent à tous la justice et la liberté, c'est-à-dire les moyens de s'élever par leur propre travail à un niveau toujours plus haut de culture morale et de bien-être. Les socialistes en particulier, ou pour parler plus exactement les collectivistes, ont à apprendre que la réalisation de leurs rêves aboutirait pour eux à un état bien pire que celui dont ils se plaignent, et que les armées, qui les exaspèrent parce qu'elles les contiennent en assurant l'ordre, leur rendent le plus grand et le plus nécessaire des services.

N'en font-ils pas déjà une expérience des plus cruelles, obligés d'obéir à des chefs qui savent se créer une majorité par tous les moyens, et les tyranniser tout en leur faisant croire qu'ils sont les maîtres? S'ils devenaient les plus forts, ce qu'aucun des vivants d'aujourd'hui ne verra, leur situation deviendrait intenable, car aucune communauté ne peut vivre sans une règle qui réfrène les passions mauvaises, et l'on peut prévoir que cette règle devrait être beaucoup plus stricte et pesante que celle qui les modère aujourd'hui.

Et pourquoi s'en plaignent-ils? Précisément parce que leur émancipation a commencé sans les élever encore assez pour qu'ils comprennent que leur liberté, avec ses fruits, dépend d'eux-mêmes, et qu'ils ne peuvent l'obtenir qu'en devenant dignes de la vivre par leur propre force, indépendamment de la crainte des gendarmes; assez intelligents aussi, instruits et disciplinés, pour être capables de s'associer entre eux, ou d'être associés à des patrons et d'améliorer leur position dans une communauté d'efforts et de travail basée sur la liberté. Leurs ligues actuelles ne pourront leur être utiles qu'à la condition de les élever jusque-là.

N'est-ce pas la tendance qui se manifeste aujourd'hui un peu partout, en Russie comme en Allemagne

et en France : briser les chaînes, abolir l'esclavage, nécessaire, hélas ! aussi longtemps que la majorité des hommes ne sera pas arrivée à un niveau moral rendant superflu l'emploi de la force, avec son arbitraire, ses violences, ses brutalités et ses injustices ? Nous sommes sur le chemin. De grands progrès ont été accomplis, comme on peut le constater facilement en examinant la situation des peuples qui vivent encore sous l'ancien régime de compression, et ailleurs en remontant d'un siècle en arrière. Ces progrès se continuent dans un mouvement qui entraîne l'humanité entière, mais ils ne pourront aboutir qu'à la condition de s'accomplir dans la paix. Or, ce sont précisément les armées qui assurent le développement désiré, que l'anarchie arrêterait net.

Le militarisme ne sera aboli que lorsqu'il cessera d'être indispensable. En attendant, il peut rendre encore des services dont il faut tenir compte. Sous l'empire d'une nécessité urgente, la Prusse a établi le service universel. Le sacrifice qu'elle demandait était grand. Après le désastre de Iéna, il fut accepté avec enthousiasme et devint une école de patriotisme. Le système n'a pas été beaucoup changé. Pendant un siècle entier, il a formé la jeunesse prussienne à la discipline, lui donnant en même temps la vigueur que

confèrent des exercices corporels méthodiques, et il a été, à plus d'un titre, une force pour le pays; mais à mesure qu'il s'éloignait de ses origines, il devenait plus dur pour des conscrits transformés en machines, dressés à l'obéissance passive; et l'on peut se demander si les avantages d'antan ne se sont pas transformés en faiblesse? Sous la direction du général de Roon, lorsqu'un nouveau souffle patriotique avait passé sur l'armée après les campagnes de Danemark et d'Autriche, et dans l'attente d'une plus grande guerre, on avait cherché à développer l'initiative des troupiers, qui montrèrent de nouvelles aptitudes dans la lutte contre les armées du second empire français; mais il y a lieu de penser qu'après ce grand effort et sous d'autres chefs on est retombé dans la routine d'autrefois, et que le service, plus mécanique, moins intéressant et qui fait des soldats des esclaves, répond de moins en moins à son but et est subi comme un fardeau.

La plupart des autres pays d'Europe ont adopté le principe prussien du service universel, mais avec des modifications profondes répondant aux mœurs et aux institutions de chacun d'eux. En France, par exemple, on n'y est pas arrivé du premier coup, et le complément ne s'est fait que récemment. L'armée a passé

aussi par beaucoup de fluctuations reflétant celles de la politique. La discipline en a souffert, ainsi que la valeur des troupes. On a beaucoup tâtonné avant de se rendre compte qu'une armée dans une démocratie devait être autre que dans une monarchie plus ou moins absolue. Les conscrits ont été souvent mal logés, et les mœurs, dans les vieilles casernes, n'ont pas été toujours sans subir des altérations fâcheuses.

Aujourd'hui, on peut croire que le tournant est passé et qu'on est entré dans une ère nouvelle, avec de meilleures perspectives. L'idée exprimée par M. Clémenceau dans le programme de son ministère nouveau, marque à merveille le changement et ce qu'il renferme de promesses. Voici ses paroles :

« La loi sur le service de deux ans a consacré l'identification de l'armée et de la nation. Le régiment doit être une prolongation de l'école. Nous voudrions que les générations, après y avoir puisé des habitudes d'hygiène et des principes d'éducation civique, en sortissent meilleures et plus aptes à la vie sociale, car il est temps de faire pénétrer l'esprit démocratique dans notre organisation militaire. »

C'est le principal. Il a ajouté, — la nomination du général Picquart comme ministre de la guerre donnant à ce qui suit tout son sens :

« Nous vous proposerons sans délai la suppression des conseils de guerre. La connaissance des crimes et délits de droit commun rendue aux tribunaux de droit commun, l'exercice de l'action disciplinaire sera entouré de toutes les garanties indispensables pour concilier avec les droits de l'homme les nécessités de la défense nationale. »

Voilà l'idéal, exprimé en quelques mots très simples, mais d'une haute signification. Il ne se réalisera pas du premier coup, ni partout de la même façon, mais on peut espérer qu'avec le temps et la bonne volonté d'officiers stylés dans cette direction, l'un des progrès les plus importants pour la république pourra être réalisé. On ne doit pas se faire d'illusions. Même si l'Europe en arrive à une organisation qui consacre la paix basée sur la justice, le maintien d'institutions militaires s'imposera longtemps encore dans la plupart des pays. On pourra raccourcir, et beaucoup, le temps du service, mais, s'il est bien entendu, on peut se demander par quoi on le remplacerait ?

En Suisse, bien qu'il y ait encore beaucoup de progrès à faire sur ce point, nous savons l'immense utilité du service dans les milices pour entretenir et élever l'esprit national, pour rapprocher les classes en établissant des rapports de saine camaraderie entre des

hommes qui accomplissent avec plaisir, pour la plupart, un devoir patriotique, et reçoivent en échange plus de force et de santé, avec des habitudes et des connaissances propres à maintenir les bons résultats acquis. Aussi l'antimilitarisme n'y a-t-il trouvé que peu d'échos.

En Angleterre, une expérience des plus intéressantes vient d'être faite. On sait qu'une réforme militaire y est discutée depuis plusieurs années. Le *Spectator*, revue hebdomadaire bien connue et influente, a proposé d'y pourvoir en modifiant le corps nombreux des volontaires, déjà existant, de manière à en faire une troupe bien organisée, toujours prête à marcher et capable d'entrer en campagne au premier appel. Ayant sous la main un officier distingué pénétré de ses idées, il a demandé à ses lecteurs et obtenu une somme suffisante pour faire un essai. Cent jeunes gens ont accepté de s'engager pour six mois afin de se rompre au métier des armes. Le succès a été complet. La compagnie, inspectée par des délégués du ministère de la guerre, a été reconnue parfaitement apte, comme discipline et connaissance de tous les détails du service, à se fondre dans l'armée régulière, à laquelle elle ne cédait en rien. Ce qui est encore plus important, tous ces jeunes gens avaient été trans-

formés dans leur santé, dans leur développement physique et moral, ce qu'ils reconnaissaient eux-mêmes avec joie et gratitude.

Ainsi donc, le service militaire peut être un élément très puissant de vrai progrès s'il est dirigé dans un bon esprit et en vue d'améliorer, sous tous les rapports, les conscrits qui y sont soumis. Quand des parents verront rentrer de la caserne, — surtout si le temps a été court, — leurs fils plus forts, plus souples, avec l'esprit plus ouvert et mieux armé pour les luttes de la vie, ils ne se plaindront plus des sacrifices qui leur auront été imposés et dont ils auront reçu beaucoup plus que l'équivalent. Dans ce cas, les charges si lourdes des armements immenses de l'Europe auront fini par amener un bien réel, très favorable au maintien de la paix.

IV

L'Europe, cependant, doit envisager l'avenir sous un aspect meilleur encore. En même temps que tous les événements politiques tendaient à sortir les peuples de la demi-servitude, ou de la servitude complète où beaucoup d'entre eux se trouvent encore, un mouvement d'affranchissement bien plus important se

dessinait et vient d'aboutir après toute une série de faits qui y ont mené sans que l'on vît quel en serait le terme. Nos lecteurs habituels n'en seront pas très surpris. Nous avons cherché depuis bien des années à montrer que le sentiment religieux entrait en scène, et qu'il tiendrait une place dominante dans la transformation qui s'annonçait de toutes parts. Lors de l'affaire Dreyfus, nous avons été les premiers à dire qu'elle aurait une influence immense et qu'elle durerait jusqu'à ce qu'elle eût produit tous ses effets[1]. Plus tard, nous avons repris ce sujet pour compléter et préciser[2], montrant en particulier la main du jésuitisme, et sous son influence celle des congrégations monastiques et du clergé catholique, dans la crise extraordinaire qui remuait la France entière jusqu'au fond.

M. Yves Guyot, cet esprit si clair, si indépendant et si courageux, — auquel la France doit encore la justice rendue au général Picquart et à d'autres champions du droit dans l'affaire Dreyfus, faute de se souvenir de ses initiatives fécondes, des idées justes défendues en restant parfois seul à la brèche, — a été un

[1] *L'affaire Dreyfus vue du dehors.* — *Bibliothèque Universelle*, livraison de décembre 1898.

[2] *La France et le procès Dreyfus.* — *Bibliothèque Universelle*, livraisons d'octobre, novembre et décembre 1899.

précurseur aussi dans le domaine religieux. Peu après la condamnation prononcée par la cour martiale de Rennes, il proposait d'abolir le Concordat et de prononcer en même temps la séparation des églises et de l'état, en en montrant la nécessité et le moyen. Publié d'abord dans le *Siècle,* dont il avait la direction, et répandu sous forme de brochure d'un coût insignifiant, ce projet produisit une grande sensation, qui n'eut pas de lendemain. Semence répandue, à laquelle il fallut le temps de germer et de mûrir.

A ce moment même, nous traitions les mêmes questions et nous donnions son projet en le commentant et en le soutenant autant que nous le pouvions, mais en allant beaucoup plus loin que lui. Prenant pour point de départ *La France nouvelle,* de Prévost-Paradol, publiée dans les dernières années du second empire, nous cherchions à montrer comment cet éminent écrivain avait vu juste au sujet de la France et de son avenir, et en quoi son pessimisme était faux. Au moment où il écrivait, ses prévisions étaient justes, sans aucun doute, comme devait le prouver la catastrophe de 1870, qui l'affecta si fort qu'il se suicida. Ce qu'il n'avait pas compris, c'est que son pays pouvait s'en relever et que son malheur même devait l'engager dans le bon chemin. Si la

France ne pouvait plus songer à établir sa domination par la force, en face d'empires plus grands et puissants, elle devait se souvenir que même sous l'ancien régime, et plus encore sous la Révolution à ses débuts, son influence dans le monde avait été essentiellement morale ou plutôt mentale.

La nouvelle république pouvait recouvrer toute sa puissance, et bien au delà de celle qu'elle a jamais possédée, en renonçant à toute idée de conquête par ses armées, en adoptant à l'égard des autres pays une politique si franche et généreuse qu'elle gagnât leur confiance. Elle ne devait pas désarmer, mais au contraire se mettre en mesure de résister à toute attaque en réformant son armée et en lui donnant une base démocratique, tandis qu'elle apporterait tout son soin à améliorer ses institutions intérieures pour établir la liberté chez elle et montrer aux autres peuples comment elle peut être acquise et conservée.

Dans ce travail, la première réforme et la plus fondamentale devait être la séparation absolue du domaine civil et du domaine religieux. L'affaire Dreyfus avait montré à quel point leur alliance avait été fatale à l'église et à l'état. Aucun progrès réel et durable ne pouvait être accompli en dehors de leur séparation, qui permettrait à l'un et à l'autre de donner tout ce

qu'ils ont de bon. A lui seul, ce changement pouvait transformer l'Europe, car la plupart des autres pays souffraient du même mal et ne pouvaient l'écarter qu'en rompant résolument avec les églises, protestantes aussi bien que catholiques, et en les forçant à vivre de leur propre vie, sans aucun concours ou secours de la part de l'état en dehors du maintien de l'ordre et de la liberté de tous. En le faisant, la France ne se libèrerait pas seulement elle-même de liens qui l'ont paralysée ou dévoyée, comme l'ont montré les luttes que la république a dû soutenir dès son origine contre la papauté et ses armées de moines, elle montrerait aux autres nations par son exemple comment s'affranchir du même joug en gagnant elles aussi la liberté. Telle nous paraissait être la tâche de ce grand pays, et le moyen pour lui d'obtenir dans le monde une influence bien plus grande et surtout infiniment plus bienfaisante que celle dont il a jamais joui et une situation que rien d'autre ne pouvait lui donner.

Ces idées étaient alors absolument nouvelles. Mais, en France, on n'aime pas ce qui est nouveau, et elles étaient mélangées de tant de critiques, que nous n'avons pas été surpris du silence complet de la presse française à ce propos. La presse suisse, non

plus, n'en a pas fait mention. Discutées publiquement, combattues aussi, nos idées se seraient répandues plus vite en passant par le creuset de la discussion.

Elles ont filtré tout de même, beaucoup plus lentement, peut-être en partie sans que l'on se soit souvenu de leur origine, et une part des vœux exprimés ont été réalisés ou sont en voie de l'être.

Tout d'abord, la politique étrangère de la France prit peu après une direction nouvelle qui lui valut de nombreuses sympathies. Aucun souverain n'a été visité par des princes étrangers comme M. Loubet dans les dernières années de sa présidence. M. Delcassé, malgré Fachoda, établit avec l'Angleterre cette entente cordiale qui a été d'un si grand prix pour la France au moment où l'appui de la Russie allait lui manquer.

Waldeck-Rousseau avait présidé à la rentrée de Dreyfus en France, mais il n'avait pu se dégager du ministère de la guerre, qu'il laissa faire dans le procès de Rennes, et qui obtint de la cour martiale cette sentence bizarre condamnant de nouveau le capitaine, « avec circonstances atténuantes. » Le gouvernement ne pouvait la casser, mais il fit usage de son droit de grâce, bien nécessaire pour relever la santé de Dreyfus ébranlée à la suite d'une longue et horrible déten-

tion, et lui permettre de travailler à sa complète réhabilitation. Et c'est alors que Waldeck-Rousseau mit toute son énergie et son habileté à faire passer cette loi sur les associations qui sera sa gloire impérissable, car elle est devenue le point de départ de la rénovation de son pays.

Lui-même quitta le pouvoir aussitôt après, ce qui fut un grand bonheur, car il a bien montré qu'il n'aurait pu appliquer la loi comme l'a fait son successeur, M. Combes, qui a extirpé les ordres monastiques et rendu possible le rejet du Concordat et la séparation des églises et de l'état. Un nouveau gouvernement, présidé par M. Clémenceau, vient de faire des déclarations qui laissent peu de doute sur sa volonté et sa capacité de poursuivre l'œuvre commencée et de la pousser jusqu'à ses dernières conséquences.

De bons esprits ne sont pas sans inquiétudes à son sujet et craignent qu'il ne s'égare sur le terrain social, et n'accorde au collectivisme des avantages désastreux et dont on ne pourra revenir. Nous ne partageons pas ces appréhensions, parce que dans la séparation se trouvera le contre-poids des erreurs mêmes qui pourraient se commettre. La manière dont elle s'est accomplie a été purement merveilleuse. Préparée depuis longtemps, sans qu'on s'en doutât, elle a suivi une

marche absolument parallèle aux événements politiques que nous avons rappelés. De même que l'autocratie et l'ancien régime, dont elle est la plus haute expression, ont été poussés à travailler à leur propre destruction, ainsi a fait la papauté lorsque, se sentant ébranlée, elle a mis au défi l'esprit de liberté en se faisant accorder, par ses propres subordonnés, une infaillibilité qui est la négation du Dieu dont elle se dit le représentant, et la révolte contre Celui qui a dit qu'il ne donnerait point sa gloire à un autre. Au moment où, prise de vertige, elle accomplissait un acte sans précédent dans les annales du monde, elle poussait vers l'abîme, comme l'a montré la polémique soutenue récemment par M. Emile Ollivier, Napoléon III, son seul appui.

C'est depuis ce moment qu'une fermentation s'est manifestée dans l'église romaine en Autriche, en Espagne, en France surtout, où ses adhérents, sous la conduite des moines et des prêtres, sont partis en guerre contre la république, en dépit de Léon XIII, plus intelligent et avisé. Le dernier coup lui a été porté par Pie X, nommé par l'influence de l'empereur d'Allemagne, et dont la politique mal conçue devait entraîner une rupture irrémédiable. La séparation s'est accomplie avec calme et dignité. Sans perdre leur

sang-froid, les chambres françaises ont cherché à traiter l'église libéralement. Les prêtres nommés sous le régime du Concordat devaient être indemnisés au moyen de pensions décroissantes qui leur permissent de vivre en attendant une reconstitution de l'église dans la liberté. Tous les biens de celle-ci devaient lui être attribués, à la condition qu'il se formât partout des associations cultuelles auxquelles ces biens seraient remis officiellement et qui en deviendraient responsables. Les temples, appartenant pour la plupart à l'état ou aux communes, devaient rester ouverts au culte quoi qu'il advînt. Beaucoup de personnes, dans les chambres en particulier, trouvaient que l'on faisait la part trop belle à la papauté, qui l'a refusée néanmoins et va peut-être se priver d'un capital considérable qui lui aurait aidé à traverser la crise. Le délai d'acceptation est fixé au 11 décembre 1906. Déjà un certain nombre d'associations cultuelles se sont constituées, mais en transgressant les ordres formels du chef de l'église et en devenant par là même schismatiques. Si le pape persiste, il aura consommé de ses propres mains la ruine temporelle du romanisme en France. Ce serait peut-être l'issue la plus favorable, car, livrée à elle-même et à ses propres ressources, la hiérarchie devrait compter avec son troupeau, et

lui donner voix au chapitre, c'est-à-dire constituer elle-même ces associations cultuelles auxquelles l'état voulait abandonner des biens à la constitution desquels il a fortement contribué. Jusqu'au dernier moment la papauté serait restée aveugle et aurait de ses propres mains consommé sa ruine !

V

Aveugle à moitié seulement. Pie X et ses conseillers se sont sans doute rendu compte que leurs institutions ne peuvent vivre sans le concours de l'état, et que la liberté qui leur est donnée va amener l'écroulement de leur édifice. Du moment où ils dépendront des fidèles, ceux-ci ne se laisseront pas mener comme ils l'ont fait jusqu'ici, et l'église devra se transformer ou disparaître. Etant donné leur mentalité, leurs traditions, les habitudes de lutte qu'ils ont prises depuis 1870 surtout, il est facile de concevoir qu'ils puissent se décider à jouer eux aussi le tout pour le tout, en espérant que les catholiques de France se soulèveront, qu'ils renverseront le gouvernement de la république ou le contraindront à capituler. Des troubles sérieux pourront en résulter, mais ils ne sauraient tourner que contre ceux qui les auront fomentés, comme cela

a eu lieu invariablement depuis l'établissement de la république, qui est toujours sortie de ces luttes plus forte et mieux assise, et leur a même dû la continuation de son existence. L'autocratie ne peut plus exister, pas davantage dans le domaine religieux que dans le domaine politique. Les hommes veulent s'affranchir des jougs qui ont pesé sur eux et qui ont éteint la vraie vie religieuse. Ils sont disposés à écouter des enseignements qu'ils pourront contrôler, non à accepter que les prêtres se mettent entre eux et Dieu, et disposent souverainement de leur âme, dans ce monde et dans l'autre. Ils commencent à percevoir nettement les dangers d'une abdication qui les rend esclaves d'une hiérarchie que la toute-puissance a dévoyée et corrompue.

La religion en souffrirait-elle ? Tout au contraire. Elle est plus indispensable que jamais, même au point de vue social. Le catholicisme romain a pu être utile ou nécessaire lorsque les gouvernements étaient tout-puissants ; il aidait à maintenir l'ordre. Dans un régime de liberté, il s'est montré absolument insuffisant. Les citoyens qui se gouvernent eux-mêmes doivent en venir à comprendre qu'une règle de conduite basée sur la religion leur est nécessaire, et les douleurs et les épreuves qui ne manquent à personne les y pous-

seront. Ils devront chercher individuellement, s'associer à d'autres pour trouver leur chemin et s'entr'aider pour arriver à la vérité. Plus ou moins, chacun devra s'y intéresser par lui-même. Il y aura des discussions qui ne permettront à personne de demeurer indifférent, et peu à peu des églises se constitueront pour répondre aux besoins qui se manifesteront.

Le catholicisme a suscité depuis longtemps des haines terribles. Il a poussé beaucoup de gens à le combattre à mort et à chercher à l'extirper. Le pire, c'est qu'il a été confondu avec le christianisme, dont il est devenu trop souvent la caricature, et d'autant plus haïssable lorsqu'il était soutenu par le pouvoir civil. Nous avons connu en Belgique, il y a bien des années, un libre penseur, le professeur Laurens, auteur d'un grand nombre d'ouvrages estimés sur la science juridique. Très âgé, mais encore vert, il se levait chaque matin à quatre heures, prenait une légère collation, et travaillait à son pupitre ou à ses leçons jusqu'à midi. Tous ses après-midi se passaient à visiter les écoles de la ville de Gand, où il donnait des leçons et encourageait maîtres et maîtresses, en les dirigeant. Fort populaire dans son petit monde d'enfants, il y trouva l'idée des caisses d'épargne scolaires comme moyen de discipliner l'âme de ses jeunes amis, de les

accoutumer à devenir maîtres d'eux-mêmes, à faire le sacrifice de leurs goûts et de leurs plaisirs pour économiser un petit pécule et le bien employer, souvent à des générosités à l'égard de leur famille ou de plus malheureux, d'autant meilleures qu'elles complétaient les premiers sacrifices. Qui ne se souvient de la pite de la veuve, et ne comprend la portée éducative de ces caisses, qui ont fait le tour du monde? Or cet homme d'élite, plus chrétien que la plupart de ceux qui se réclament du Christ, était l'ennemi acharné du christianisme, qu'il n'avait jamais connu que sous la forme du catholicisme et auquel il s'efforçait de soustraire les nouvelles générations.

Nous ne doutons pas qu'il ne se trouve parmi les libres penseurs des hommes également dévoués au bien et employant leurs forces et leur vie à le réaliser. M. Viviani, le nouveau ministre du travail dans le cabinet Clémenceau, en serait-il un? Il vient de prononcer dans la chambre des députés française un discours-programme très acclamé, où il a dit comme conclusion :

« La Révolution, la République de 1848, la troisième République ont émancipé le citoyen. Cela n'a pas suffi. Nous avons combattu la chimère religieuse; ensemble, et

d'un geste magnifique, nous avons éteint dans le ciel des lumières qu'on ne rallumera plus.

» Croit-on que l'œuvre est terminée ? Elle commence. Que veut-on répondre à l'homme, doté du suffrage universel, mais qui regarde avec tristesse sa puissance économique ? Comment apaiser sa colère ? Quelle œuvre aborder ?

» Le pays doit augmenter la valeur morale et la valeur sociale de tous ses enfants ; en accomplissant l'œuvre de justice, nous devons créer une telle accumulation de richesse humaine pour que soit agrandi sans limites le double patrimoine de la patrie et de l'humanité. »

Ne retenons de ceci que « le geste magnifique » qui a « éteint dans le ciel des lumières qu'on ne rallumera plus ! » Si l'auteur s'était mieux souvenu de l'histoire du monde, il aurait sans doute parlé autrement qu'il ne l'a fait. Combien de fois, depuis dix-neuf siècles, n'a-t-on pas voulu éteindre les lumières du ciel ! On croyait y être parvenu il y a un peu plus de cent ans en France. Elles n'ont pas cessé de briller. Sans elles, sans la perspective de l'au-delà, sans l'idéal, que deviendrait le monde ? Une lutte incessante entre des hommes dont les désirs et les passions ne sont jamais assouvis, et une anarchie qui ne pour-

rait être maîtrisée que par le rétablissement de ces pouvoirs dictatoriaux et despotiques que tout l'effort des sociétés modernes tend à supprimer.

La religion est nécessaire aux hommes parce qu'elle trouve dans leur cœur un écho qui ne peut jamais être entièrement supprimé, même quand elle a été dévoyée par une alliance contre nature entre elle et les gouvernements civils. Tous deux s'y détériorent. Ils ne peuvent vivre en paix et se soutenir mutuellement que s'ils demeurent séparés. C'est ce qu'avait très bien compris de Tocqueville dans sa magistrale étude de la *Démocratie en Amérique,* à lire aujourd'hui ou à relire plus que jamais. Qu'on nous permette quelques citations :

« Il y a une multitude innombrable de sectes aux Etats-Unis. Toutes diffèrent dans le culte qu'il faut rendre au Créateur ; mais toutes s'entendent sur les devoirs des hommes les uns envers les autres. Chaque secte adore son Dieu à sa manière ; mais toutes les sectes prêchent la même morale au nom de Dieu. S'il sert beaucoup à l'homme comme individu que sa religion soit vraie, il n'en est point ainsi pour la société. La société n'a rien à craindre ni à espérer de l'autre vie ; et ce qui lui importe le plus, ce n'est pas tant que tous les citoyens professent la vraie religion, mais qu'ils professent une religion....

» J'ai dit que les prêtres américains se prononcent d'une manière générale en faveur de la liberté civile, sans en excepter ceux mêmes qui n'admettent point la liberté religieuse; cependant on ne les voit prêter leur appui à aucun système politique en particulier. Ils ont soin de se tenir en dehors des affaires, et ne se mêlent point aux combinaisons des partis. On ne peut donc pas dire qu'aux Etats-Unis la religion exerce une influence sur les lois ni sur le détail des opinions politiques, mais elle dirige les mœurs, et c'est en réglant la famille qu'elle travaille à régler l'état.

» Je ne doute pas un instant que la grande sévérité des mœurs qu'on remarque aux Etats-Unis n'ait sa source première dans les croyances. La religion y est souvent impuissante à retenir l'homme au milieu des tentations sans nombre que la fortune lui présente. Elle ne saurait modérer en lui l'ardeur de s'enrichir que tout vient aiguillonner, mais elle règne souverainement sur l'âme de la femme, et c'est la femme qui fait les mœurs. L'Amérique est certainement le pays du monde où le lien du mariage est le plus respecté, et où l'on a conçu l'idée la plus haute et la plus juste du bonheur conjugal.

» En Europe, presque tous les désordres de la société prennent naissance autour du foyer domestique et non loin de la couche nuptiale. C'est là que les hommes conçoivent le mépris des liens naturels et des plaisirs permis, le goût du désordre, l'inquiétude du cœur, l'instabilité

des désirs. Agité par les passions tumultueuses qui ont souvent troublé sa propre demeure, l'Européen ne se soumet qu'avec peine aux pouvoirs législateurs de l'état. Lorsqu'au sortir de l'agitation du monde politique l'Américain rentre au sein de sa famille, il y rencontre aussitôt l'image de l'ordre et de la paix. Là tous ses plaisirs sont simples et naturels, ses joies innocentes et tranquilles, et comme il arrive au bonheur par la régularité de la vie, il s'habitue sans peine à régler ses opinions aussi bien que ses goûts.

» Tandis que l'Européen cherche à échapper à ses chagrins domestiques en troublant la société, l'Américain puise dans sa demeure l'amour de l'ordre, qu'il porte ensuite dans les affaires de l'état.

» ....Jusqu'à présent, il ne s'est rencontré personne, aux Etats-Unis, qui ait osé avancer cette maxime : que tout est permis dans l'intérêt de la société. Maxime impie, qui semble avoir été inventée dans un siècle de liberté pour légitimer tous les tyrans à venir.

» Ainsi donc, en même temps que la loi permet au peuple américain de tout faire, la religion l'empêche de tout concevoir et lui défend de tout oser.

» La religion qui, chez les Américains, ne se mêle jamais directement du gouvernement de la société, doit donc être considérée comme la première de leurs institutions politiques ; car, si elle ne leur donne pas le goût de la liberté, elle leur en facilite singulièrement l'usage.

» ....C'est le despotisme qui peut se passer de la foi, mais non la liberté. La religion est beaucoup plus nécessaire dans la république que dans la monarchie, et dans les républiques démocratiques que dans toutes les autres. Comment la société pourrait-elle manquer de périr, si, tandis que le lien politique se relâche, le lien moral ne se resserrait pas? et que faire d'un peuple maître de lui-même, s'il n'est pas soumis à Dieu? »

Ainsi donc, il ne faut point considérer la séparation comme hostile à la religion, mais, au contraire, comme le seul moyen de lui restituer sa place propre et son domaine naturel, celui où elle peut rendre à la société des services inestimables. Quels que soient en France les sentiments intimes de ses promoteurs, ils ont agi jusqu'ici comme s'ils admettaient ce point de vue, cherchant à faciliter la rupture et à traiter les églises équitablement et libéralement. On peut y voir un gage de succès. Tous les événements leur ont été favorables, les portant pour ainsi dire vers le but. L'opposition qu'ils ont rencontrée les a soutenus, leurs fautes mêmes, inévitables en une si grande affaire, n'ont point troublé le cours des choses; et il y a tout lieu d'espérer qu'ils achèveront leur œuvre, non pas sans difficultés, ni très promptement,

mais de façon à rendre à leur pays, et à la religion elle-même, le plus grand des services.

Il ne faut pas croire, du reste, que la religion s'imposera à tous et qu'un très grand changement s'accomplira. L'Amérique nous renseigne sur ce point. Le niveau religieux général y est plus élevé qu'ailleurs, et les églises plus actives et influentes, mais on y trouve les mêmes tendances et en partie la même vie qu'en Europe. La politique y est souvent corrompue et l'amour de l'argent très grand. Les chrétiens vivants sont encore le petit nombre, mais ils exercent une action plus profonde sur la masse et l'empêchent d'être trop absorbée par la prospérité. Ils entretiennent la vie religieuse par de grandes œuvres, à l'intérieur comme à l'extérieur. Les églises, étant parfaitement indépendantes du gouvernement, ont pu entreprendre des missions qui les vivifient, et non pas seulement auprès des païens. Elles ont grandement aidé les Japonais dans leur évolution, et travaillent avec succès en Turquie, notamment auprès des Arméniens. Le jour où elles pourront pénétrer en Russie, il est probable qu'elles y porteront leur activité, car les ressources financières et les hommes ne leur manquent pas, et elles pourraient y accomplir une œuvre très nécessaire, la plus importante qui se

présentera jamais, car le besoin le plus urgent de ce pays est de dissiper les ténèbres de l'ignorance et de la superstition qui le rendent si malheureux et si incapable d'en sortir sans un secours du dehors. L'Europe y est intéressée directement, sans pouvoir lui venir en aide.

Nous l'avons si vivement senti, — et beaucoup d'autres avec nous probablement, — que nous avons insisté, à plusieurs reprises, pour que les gouvernements de France, d'Angleterre et des Etats-Unis intervinssent amicalement auprès du tsar afin de lui aider à sortir d'une crise terrible par la porte de la liberté. Les difficultés auront été trouvées trop grandes sans doute ou périlleuses dans l'état actuel de l'Europe. Mais nous avons aussi indiqué, comme un bienfait possible et plus important encore, l'action des églises américaines auprès des pauvres moujiks[1]. Le président Roosevelt, qui a rendu un si grand service à la Russie en travaillant à la conclusion de la paix avec le Japon, pourrait probablement ouvrir le grand empire aux missionnaires de son pays, ce qui équivaudrait d'ailleurs, sans doute, à l'établissement de la liberté religieuse, et permettrait d'espérer le relève-

[1] *La révolution et son avenir.* Livraison de janvier 1906 de la *Bibliothèque Universelle*, p. 134.

ment des malheureux paysans, impossible peut-être de toute autre manière. M. Louis de Soudak, dont la *Bibliothèque Universelle* a publié, l'an passé, un essai très intéressant sur les Russes[1], a envoyé récemment à cette revue un nouvel article sur les moujiks, qui sera publié avant peu et où, comme nous, il ne voit de salut pour eux que dans leur rénovation religieuse. Si elle s'accomplit, quelle n'en pourra pas être l'influence sur la Pologne, par elle sur les populations balkaniques et helléniques, qui en ont aussi un besoin pressant, et par contre-coup peut-être sur le monde musulman, qui n'est point hostile au Christ, mais n'a que trop rarement été en contact avec ses vrais disciples ?

Et qu'on nous permette de faire remarquer qu'en Europe même, au milieu de religions dévoyées dont l'organisation et la vie soulèvent un antagonisme général, très ardent chez quelques-uns, c'est la morale chrétienne qui domine et pousse à la lutte nombre d'esprits dont la conscience se révolte en face du romanisme et des autres déviations du christianisme. Comment en serait-il autrement ? N'est-ce pas la morale proclamée par le Crucifié qui nous vaut tout ce

[1] *Les Russes*, par Louis de Soudak ; livraisons d'août et septembre 1906.

que notre civilisation présente de bon, tout ce qui l'empêche de périr comme ont péri celles du passé? Avant l'ère chrétienne, plusieurs peuples sont arrivés à un haut degré de développement intellectuel, et ont produit des œuvres littéraires et artistiques qui n'ont pas cessé d'être étudiées et admirées. Mais il leur a manqué la morale qui distingue le monde moderne et fait sa supériorité sur le passé. Rien ne le montre mieux que l'état où se trouvait alors le petit peuple, voué à un travail servile, sans avenir, et qui n'était souvent qu'un pur esclavage.

Aujourd'hui, partout où les idées chrétiennes ont pénétré, et dans la mesure même où elles sont acceptées, on s'efforce d'élever le niveau intellectuel et moral de tous, de leur donner le moyen d'améliorer leur condition et de parvenir par leur mérite ou leur conduite aux plus hautes situations sociales. On cherche aussi à atténuer autant que possible les misères, quand on ne peut les guérir entièrement. De grandes choses ont été faites à cet égard; de plus grandes encore nous attendent à mesure que les sentiments chrétiens se développeront et créeront entre les hommes des rapports et des liens nés de la bienveillance et de la fraternité, qui doivent être le fruit d'un sentiment religieux vrai et éclairé. Quand les ouvriers s'y oppo-

sent, ils tournent le dos à l'unique moyen pour eux d'avoir leur part au bonheur possible en ce monde.

VI

Nous aurions beaucoup à dire encore, mais il est temps de conclure. La recherche de la paix entre les nations est en partie le résultat des progrès moraux accomplis de nos jours. Tous probablement partent d'un bon naturel et d'un désir du bien. Mais leurs soutiens ne se rendent pas toujours compte qu'il ne suffit pas de demander la paix, qu'il est indispensable d'en connaître les conditions et de travailler à les réaliser.

Personne ne peut plus nier qu'un changement immense se soit produit de nos jours dans le monde. Il a été en partie marqué par quatre étapes sanglantes. La principale a été celle de 1870. Bismarck a procédé dans les idées et pour l'affermissement de l'ancien régime. En réalité, personne n'aura porté à celui-ci un coup plus rude et décisif. Il en eut quelque pressentiment en 1875, lorsqu'il voulut recommencer la guerre et achever la ruine de la France. Mais il ne pouvait plus revenir sur le passé. Il avait de ses mains

établi en France la république, donnant ainsi à tous les peuples la conscience de leurs droits.

La guerre des Etats-Unis et de l'Espagne a suivi, entraînant le premier de ces pays dans la colonisation et dans une participation directe à la politique générale, et forçant le second à une transformation en voie de s'accomplir par son émancipation religieuse.

La lutte de l'Angleterre contre les Boers a eu en Europe de grands effets. Elle a remué profondément les masses et préparé les revendications intérieures qui commencent à se produire. L'Angleterre a payé très chèrement sa victoire, mais elle en a tiré des avantages qui contre-balancent ses pertes; elle en a été amenée à des réformes indispensables, et à comprendre la nécessité de se rapprocher de ses voisins d'Europe et de s'entendre avec eux. En Afrique, elle a éteint un foyer de guerre en brisant une oligarchie qui visait à maintenir son joug sur les indigènes et aurait préparé un soulèvement et une guerre de races où elle n'aurait peut-être pas été la plus forte. Ce qui se passe actuellement dans la colonie allemande voisine peut donner quelque idée de l'avenir réservé à un empire boer, s'il avait pu s'établir.

Enfin, la guerre russo-japonaise a transformé la politique générale du monde en portant un coup terrible à l'ancien régime et à tout ce qu'il comportait. La Russie est entrée dans le mouvement qui emporte l'humanité et elle n'en sortira qu'après avoir achevé son évolution.

Quatre grandes guerres ont donc été nécessaires pour acheminer le monde à son état présent, et on ne voit pas comment les résultats acquis auraient pu se produire autrement. Un de ceux-ci a été d'amener les sociétés contemporaines à désirer la paix et à faire quelque effort pour l'établir solidement, désir qui se confond avec celui de l'affranchissement des peuples de tous les jougs dont ils ont été chargés.

Ce grand courant qui emporte l'humanité peut-il être arrêté? On s'en flatte peut-être dans les régions qui se sentent menacées. Mais, pour y parvenir, il faudrait reculer vers le passé en annihilant les progrès accomplis depuis plus d'un siècle : détruire les chemins de fer, la navigation à vapeur, les télégraphes, la grande industrie et tout l'ensemble des institutions qui s'y rattachent. Poser le problème, c'est le résoudre et montrer l'impossibilité d'un arrêt.

Qu'une transformation aussi grande ne puisse

s'accomplir sans beaucoup de difficultés et de troubles, il n'est pas très difficile de se le représenter. De nombreux obstacles barrent encore le chemin. Les peuples ne sont pas encore préparés à vivre la liberté. Leur éducation est à faire, mais elle a commencé.

Tout d'abord, ils ont été disciplinés par la crainte, dont les armements excessifs de l'Europe sont le témoignage éclatant. Tous les préparatifs de guerre et la vigilance qu'ils comportent seront sans doute indispensables aussi longtemps que la majorité des hommes n'en viendront pas à être assez maîtres d'eux-mêmes et dévoués au bien général pour observer les lois et rechercher la justice sans avoir besoin de la sanction de la force publique.

Où se trouve la puissance capable de produire ce résultat? Dans la religion uniquement. On l'a compris, mais mal pendant des siècles, où les gouvernements les plus despotiques se sont servis des églises pour contenir et mater les peuples. Aujourd'hui ce moyen est épuisé; il a suscité partout une révolte tantôt sourde, tantôt ouverte, qui a anéanti en bonne partie ou faussé l'esprit religieux. On ne veut plus dans ce domaine se soumettre à une autocratie et à une hiérarchie en désaccord avec les aspirations à

la liberté, comme avec les institutions obtenues ou désirées.

C'est dans ces circonstances qu'apparaît le remède. La France vient de briser le lien qui unissait l'état aux églises, lien dont les funestes conséquences lui étaient apparues avec une évidence assez complète pour convaincre la majorité. La séparation n'est pas un dogme. Elle peut paraître moins indispensable dans des communautés que dans d'autres, et dans des pays démocratiques elle ne doit pas être imposée avant que la majorité du peuple l'ait agréée. Mais dans les contrées en révolte contre un christianisme dénaturé par l'union de deux pouvoirs qui n'ont rien de commun et sont au fond hostiles, ou lorsque, comme dans quelques états protestants, il a été organisé de telle façon que de perdre beaucoup de sa saveur et de sa force, la séparation doit en venir à s'imposer comme le seul moyen de rendre aux idées religieuses la vie en dehors de laquelle elles cessent de répondre aux besoins de l'humanité.

Voilà ce qui caractérise le mouvement actuel, et doit donner l'espérance de le voir aboutir à une rénovation du monde. Les gouvernements, même les mieux disposés, seraient impuissants s'il la cherchaient

directement. Leur seul devoir est de séparer nettement les deux domaines, de maintenir l'ordre et la liberté en veillant à ce que la justice soit égale pour tous, et en laissant à chacun de leurs administrés le soin de travailler à son propre salut.

Dans les démocraties, d'ailleurs, la pleine liberté religieuse peut permettre à beaucoup d'hommes, — et de femmes, — qui ne se soucient pas d'entrer dans la politique, ou n'en n'ont pas le moyen, de travailler très effectivement au bien de leur pays, à la seule condition de le faire sans y chercher un pouvoir temporel. Le vrai terrain des églises est celui de toutes les œuvres destinées à élever le niveau social et moral, de toutes celles qui visent à soulager les misères en en supprimant les causes, autant que possible, c'est-à-dire en aidant les hommes à établir leur bien-être par leur travail et leurs bonnes mœurs. N'est-ce point dans cet effort commun vers le bien que les classes peuvent se rapprocher et se mélanger, accomplissant une œuvre de culture générale, qui restera toujours en dehors et au-dessus du pouvoir de l'état, mais dont celui-ci doit avoir le plein bénéfice pour le progrès et le salut de la communauté tout entière? Voilà ce que doit faire le christianisme dans la liberté.

S'il est faux, s'il ne représente rien, et ne produit aucun bon fruit, comme le disent les libres penseurs et d'autres incroyants, qu'on le laisse tomber en passant outre.

Si, au contraire, il répond aux aspirations les plus profondes, aux besoins les plus impérissables de l'humanité; s'il est la vraie source de toute fraternité, de tout amour des hommes les uns pour les autres, leur donnant la capacité de se dévouer à tout ce qui est bon, et d'accomplir les œuvres de rédemption qui fourmillent dans le monde, alors qu'on lui assure largement la liberté qui pourra lui permettre d'offrir à tous l'affranchissement que tous désirent au fond sans se rendre compte souvent de ce qui leur manque. Mais, dans une démocratie surtout, le peuple doit être absolument libre de croire ou de ne pas croire, et c'est à lui seul qu'il convient de laisser le choix de la religion qui répondra à ses besoins, là où ces besoins existent.

La paix du monde est à ce prix. On pourra travailler, parfois avec succès, à empêcher les peuples de se déchirer entre eux, et on l'a fait certainement depuis des années. Des efforts dans ce sens peuvent être très utiles, comme tout ce qui tend à rapprocher

les hommes et à mettre entre eux quelque bonté. Mais la vraie paix ne peut être le fruit que d'une modification profonde des institutions politiques des principaux pays, qui est en voie de s'accomplir, et ces institutions ne deviendront pleinement viables et capables de se développer indéfiniment pour le bonheur de l'humanité que lorsque l'idée religieuse épurée aura manifesté ses bienfaits.

Alors seulement sera résolue la question de la paix.



ÉPILOGUE

La publication de nos articles a-t-elle produit son effet et appelé l'attention sur les dangers de l'heure présente, ou l'idée en est-elle née spontanément en divers lieux ? Nous ne pouvons prononcer. Ce qui est important et de bon augure, c'est que les esprits commencent à s'agiter et sont à l'œuvre pour chercher les moyens d'assurer la paix mieux qu'on ne l'a fait jusqu'ici, et que ces tentatives sont accueillies avec faveur. D'Amérique, nous apprenons que le président Roosevelt voudrait agir, en particulier pour hâter la réunion d'un nouveau congrès à La Haye, mais il est gêné pour le faire parce qu'il a demandé l'an dernier le renvoi de ce congrès à cause de la réu-

nion d'une convention des états américains, qui ne pouvait avoir lieu en même temps. Il soutiendra cependant tout ce qui se fera dans ce sens. En Angleterre, le même désir est manifeste. Seulement, il semble que le gouvernement ne se rend pas bien compte de ce qu'il pourrait faire pour assurer la paix. Il a opéré récemment des réductions dans ses armements maritimes, voulant montrer par là son désir d'être suivi, ce qu'aucun autre gouvernement n'a fait, et il ne sait pas sans doute ce qu'il pourrait entreprendre d'autre.

M. Stead, directeur de la *Review of Reviews* de Londres, que son échec en Russie pour apaiser la révolution n'a pas découragé, est arrivé à Paris avec toute une série de propositions dont le but est d'empêcher toute déclaration de guerre inopinée, afin de laisser aux puissances neutres le temps d'agir et d'amener une conciliation qui permette de recourir à l'arbitrage. Cette tentative part évidemment d'un bon naturel et peut avoir une excellente influence en suscitant une discussion qui paraît être le

besoin du moment, bien qu'on ne voie pas trop le moyen de la provoquer.

Enfin, on désire en plusieurs pays la réunion aussi rapprochée que possible du congrès de La Haye, dont il est question depuis la fin de la guerre russo-japonaise, et il est probable que des gouvernements vont y travailler, car c'est par là surtout qu'ils peuvent calmer et arrêter les velléités belliqueuses et atténuer les rivalités ou les craintes de nature à menacer la paix.

Tous les efforts de la diplomatie dans ce sens peuvent avoir de très bons résultats, mais ils ne paraissent pouvoir être décisifs que s'ils sont appuyés fortement par l'opinion publique, c'est-à-dire si la presse de tous les pays les discute et se montre résolue à faire opposition à tout ce qui pourrait amener des ruptures dont les conséquences seraient incalculables.

Sous ce rapport, le pays dont le verdict sera décisif, c'est l'Allemagne. Pourquoi ne pas dire ouvertement et sans ambages ce que tout le monde pense ? Le peuple allemand aime la paix et la désire. En est-il de

même de son gouverment? En Europe, presque tout le monde en doute, et ce doute subsistera aussi longtemps que la paix et la guerre dépendront de la volonté d'un souverain libre de suivre toutes ses impulsions.

L'Allemagne elle-même ne commencera-t-elle pas à s'en rendre compte, et le vote récent du Reischstag, qui a amené le gouvernement à le dissoudre, n'était-il pas au fond dirigé non seulement contre l'administration des colonies, mais plus encore contre les armements exagérés, source de malaise et de dépenses ruineuses pour tous les états? Serait-elle incapable de comprendre que l'hostilité dont elle se sent entourée et qui est si contraire à sa prospérité provient en grande partie de la crainte qu'elle inspire et qui ne pourra s'éteindre que lorsqu'elle sera maîtresse de ses destinées dans un régime constitutionnel où rien ne pourra se faire sans son consentement éclairé par de libres discussions?

Les élections auxquelles la nation va se livrer l'appellent clairement à examiner sa situation extérieure et à nommer des repré-

sentants qui sachent oublier les points secondaires de nature à les diviser, pour concentrer leurs efforts sur les revendications aujourd'hui nécessaires et en dehors desquelles aucune paix, ni aucune sécurité ne sont possibles.

L'Allemagne est-elle en état de se gouverner elle-même et de faire prévaloir sa volonté, comme le doit tout peuple libre ?

Voilà la question capitale en ce moment, non seulement pour elle-même, mais pour le monde entier. Et plaise à Dieu qu'elle y réponde de façon à sauvegarder son avenir en regagnant le bon vouloir de tous les autres peuples.



Bibliothèque Universelle

1796, — Cent-douzième année, — 1907

La *Bibliothèque Universelle* est la plus ancienne revue du globe. Née à Genève en 1796, elle a eu en Europe pendant le premier empire français une influence assez grande en soutenant les idées anglaises de justice et de liberté. En 1866 elle a émigré à Lausanne, où elle a repris plus vigoureusement les anciennes traditions libérales dans tous les domaines, ce qui lui a valu progressivement de nombreux abonnés non seulement en Suisse, mais dans tous les autres pays. Elle n'a jamais voulu être une entreprise financière. Toute publication de ce genre doit naturellement s'efforcer de gagner le plus grand nombre possible de souscripteurs, car son influence en dépend, ainsi que ses progrès dans tous les sens ; ici on n'a jamais cherché le succès par des moyens mauvais ou seulement douteux, et à plusieurs reprises, depuis quarante ans surtout, on a défendu des causes justes, mais impopulaires, qui ont causé des pertes momentanées très sensibles. La revue n'en a pas moins cherché à progresser en soignant toujours mieux la partie matérielle, — excellente impression sur beau papier, livraisons

solidement brochées et coupées, envoi dans des enveloppes préservatrices, etc., — et surtout en publiant des articles toujours plus variés, actuels et de nature à intéresser tous les membres de la famille. A ses romans et nouvelles, qui peuvent être lus par tous, elle a ajouté des chroniques de Paris, d'Italie, d'Allemagne, d'Angleterre, de Russie, des Pays-Bas, d'Amérique, de Suisse, des sciences appliquées et de la politique, donnant chaque mois un ensemble de renseignements sur le mouvement intellectuel et social du monde, tel qu'il n'en existe dans aucun autre périodique. Ses lecteurs les ont toujours hautement appréciées.

La *Bibliothèque Universelle* paraît au commencement de chaque mois par livraisons in-8o de 224 pages.

PRIX DE L'ABONNEMENT

(Les abonnements partent du commencement de chaque trimestre.)

	Un an.	Six mois.
Suisse	**20** francs.	**11** francs.
Union postale	**25** »	**14** »

ON S'ABONNE

aux Bureaux de la *Bibliothèque Universelle*, Lausanne, Suisse ; dans toutes les bonnes librairies, en tous pays, et auprès des bureaux de poste en Suisse, France, Italie, Allemagne, Hollande et Russie.



Lausanne.
Imp. Georges Bridel & Cie







